

Y. BADZIO

ÉTAT DE SIÈGE  
OU  
UNE NATION EN PÉRIL

Préface de L. PLIOUCHTCH

Editions PIUF  
Paris - New York 1982

Y. BADZIO

ÉTAT DE SIÈGE  
OU  
UNE NATION EN PÉRIL

LETTRE OUVERTE  
AU  
PRÉSIDIUM DU SOVIET SUPRÊME  
DE L'UNION SOVIÉTIQUE  
ET AU  
COMITÉ CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE  
DE L'U.R.S.S.

Paris - New York 1982

Traduit de l'ukrainien.

Edité par la Représentation Extérieure  
du Groupe Ukrainien d'Helsinki  
et la « Première Imprimerie Ukrainienne en France »

Paris - New York 1982

# PRÉFACE

## NOUVEL AVERTISSEMENT

Un Indien d'Amérique du Sud m'a expliqué, un jour, les raisons de son attitude critique à l'égard de l'U.R.S.S. « à l'époque où j'étais étudiant à l'Université de Moscou, je croyais les problèmes nationaux résolus, en U.R.S.S., sur la base du développement harmonieux de chaque nation... Jusqu'à ce qu'un séjour à Kiev me démontre mon erreur. Car, si les habitants de la capitale d'un peuple de cinquante millions d'individus ne parlent plus désormais que le russe, pensais-je, quel sort nous réserverait-on, à nous, Indiens ? »

La remarque était particulièrement judicieuse ! Mais combien sont-ils, ceux qui ont la possibilité de découvrir le sort réservé aux peuples non-russes de l'U.R.S.S. ? Car le monde reste toujours fasciné par le mythe de l'internationalisme de l'U.R.S.S., mythe derrière lequel le régime dissimule ses structures coloniales et impérialistes. Il endosse aussi le rôle de bienfaiteur et prétend soutenir, désintéressé, les luttes de libération nationale des peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique. Seules, l'arrivée des armées des « bienfaiteurs et libérateurs » soviétiques, ou de leurs satellites, leur pesante main-mise sur le peuple, la politique du « diviser pour régner », la répression, les tortures... font comprendre l'essence féroce de l'impérialisme soviétique, encore plus effroyable et cynique que les autres.

La vérité sur l'impérialisme soviétique et sur la barbarie communiste ne peut-elle vraiment se faire jour qu'à l'occasion de tragédie comme celles de l'Afghanistan, du Cambodge, des Juifs de l'U.R.S.S., de la Pologne et de l'Ukraine ? Pourquoi l'opinion internationale ne sait-elle presque rien et ne veut-elle rien savoir des ethnocides perpétrés en U.R.S.S. ? Pourquoi les rares publications existantes sont-elles inconnues du grand public ? Pourquoi ces dures résolutions de l'Internationale Socialiste, contre l'impérialisme américain, mais ce silence étrange sur l'impérialisme soviétique ? Pourquoi cette surdité de la presse occidentale, quand hurlent les victimes de l'empire communiste et de ses satellites ?

L'œuvre originale de Y. Badzio, « Le droit de vivre », a été détruite par le K.G.B., mais quelques éléments en sont parvenus en Occident sous la forme d'une « lettre ouverte » aux autorités. Cette forme d'écrits, engendrée par la parodie de « légalité socialiste », est devenue, pratiquement un nouveau genre littéraire, une manière personnelle de s'adresser au peuple. La réponse du pouvoir, à ces lettres, est aussi originale, dans son genre : arrestations, procès, prisons et asiles psychiatriques. Telle fut aussi la réponse obtenue par Y. Badzio.

Depuis l'élaboration du « Droit de vivre » par Y. Badzio, la situation en Ukraine s'est encore dégradée. Le mouvement de libération nationale a été momentanément étouffé, à la faveur de la politique opportuniste des Etats occidentaux. Seuls, pour l'instant, le gouvernement du président Reagan et le Congrès Américain, ont prêté attention à la situation tragique de l'Ukraine. Ils ont condamné la politique nationale de Moscou et soutenu le droit à l'existence du peuple ukrainien. Quant aux « progressistes » occidentaux et aux gouvernements européens, — qu'ils soient de « droite » ou de « gauche », — ils gardent le silence : protester vigoureusement contre l'impérialisme soviétique et agir en faveur des peuples opprimés en U.R.S.S., n'est pas de « mode », n'est pas « progressiste » ou rentable. Un bel exemple : le syndicat « Solidarité », sans aucune aide réelle.

Pourtant, il est indispensable de continuer à diffuser des informations sur la politique nationale en U.R.S.S. Au moins pour ceux qui veulent entendre...

Badzio est lui-même socialiste, beaucoup de ses amis sont hostiles au socialisme. Les uns et les autres luttent pour le droit de leur propre peuple, — mais aussi de tous les peuples, — à l'existence, et avertissent les peuples libres de ce qui les attend, s'ils comptent sur « l'aide fraternelle » de l'Union Soviétique.

**L. Pliouchtch**

## L'AUTEUR

*Youri Vassylovytch Badzio est né le 25 avril 1936 à Kopynivtsi, dans le district de Moukatchiv, en Transcarpathie. Sa mère, veuve depuis 1958, ses huit frères et sœurs — à l'exception d'un seul, mineur dans le Donbass — vivent toujours dans la région. Sa femme et ses enfants, une fille de 12 ans et un fils de 19 ans, résident à Kiev.*

*Après de brillantes études secondaires qui lui valent une médaille d'or, il entre en 1953 à l'université de Oujhorod, dans la section ukrainienne de la faculté de philologie. Très vite, il manifeste une grande curiosité scientifique.*

*Son travail, « Ivan Franko — critique littéraire de Lessia Oukraïnka », présenté au concours inter-régional des travaux scientifiques d'étudiants, a été remarqué pour « son sens de la recherche scientifique » et « ses dispositions à exprimer des conclusions scientifiques indépendantes ». Au cours de l'année 1956-1957, Youriy Badzio est élu président de l'Association Scientifique des Etudiants de la faculté de philologie. Cette période de l'après-vingtième congrès, correspond à une renaissance des forces sociales de progrès. Dans ce contexte, la conscience civique de Youriy Badzio se forme, annonçant des tendances*

nettement humanistes. Les notes de Badzio, écrites à l'époque laissent apparaître, à côté de réflexions sur l'esthétique, son profond désir d'aborder de façon nouvelle les problèmes sociaux, afin d'en mieux connaître les origines.

« Le culte de Staline n'a-t-il pas de rapport avec notre système dans son ensemble? Il faut y songer... » écrit-il en 1956. Un peu plus tard : « La racine du culte de la personnalité se trouve dans le fétichisme du despotisme socialiste et dans la déification du parti ». La violation de l'égalité en droits des nations retient son attention. Il fait part de ses réflexions à des membres des Associations Scientifiques d'Etudiants d'autres universités et devient suspect aux yeux du K.G.B. de l'université de Oujhorod.

Il termine pourtant, brillamment, ses études à l'université. De 1958 à 1961, Youriy Badzio est instituteur, puis directeur des écoles primaires du district de Moukatchiv. Elu membre du comité de l'organisation des jeunesses communistes du district de Moukatchiv, il aurait pu entamer une belle carrière de fonctionnaire dans le parti. Mais Youriy Badzio sait ce qu'il veut faire et comment y parvenir. « La vie pour moi est inconcevable sans la création ». En 1961, il commence un stage de recherches dans la section théorique de l'Institut de littérature de l'Académie des Sciences de la R.S.S. d'Ukraine et étudie « Les critères de la vérité dans l'appréciation d'une œuvre littéraire ». Le choix de ce thème montre l'intérêt de Youriy Badzio pour le social. La création scientifique doit lui permettre de se réaliser comme citoyen animé d'un sentiment aigu de devoir à l'égard de sa patrie et de sa culture. Il souf-

fre de la situation humiliée de la culture ukrainienne, de son caractère provincial, de son absence de contenu, des lacunes de la littérature, il aspire à relever le niveau de la critique littéraire ukrainienne. Ses premiers articles en sont la preuve : « La réalité et l'attitude des écrivains » (Dnipro - 1963 - n° 9). « La vie et la vérité artistique » (« Critique littéraire soviétique » 1964 - n° 4). Cet article a été rédigé selon la ligne directrice du parti communiste sans laquelle il n'aurait eu aucune chance d'être imprimé, mais le jeune chercheur ne craint pas de s'écarter de la critique qui a loué le « courage civique » de M. Stelmakh, dans « La vérité et l'injustice ». Y. Badzio montre le caractère illusoire de ce courage et le soin pris par l'auteur d'éviter les réels problèmes sociaux. « La terre et l'amour » (Dnipro - 1966 - n° 4), compte-rendu du livre de V. Ivanyssenko « Naissance du style » (« La langue et la littérature ukrainiennes à l'école » 1965 - n° 9).

Youriy Badzio ne se contente pas d'écrire, il agit. Dès la fondation du club des jeunes créateurs à Kiev, il en devient membre du conseil et participe activement aux soirées et aux discussions. En mars 1965 le comité du komsomol (organisation des jeunesses communistes) d'une usine de Kiev invite Badzio à prononcer le discours inaugural d'une soirée à la mémoire de T. Chevtchenko. Mais au dernier moment, le comité du district du komsomol interdit la soirée et organise un bal dans le club de l'usine. (Le centenaire de la mort du poète ayant été « dignement marqué » en 1964 et « respect lui ayant été rendu aux yeux du monde », il n'était plus souhaitable de prêter attention aux paroles de Chevtchenko). Le len-

demain, M. Z. Chamota, le directeur de l'Institut de littérature et le directeur de thèse de Y. Badzio, le convoqua : « Au nom de qui, aviez-vous l'intention de prendre la parole à cette soirée ? » — « En mon nom » — « Vous n'avez pas de nom à vous ! Vous êtes un travailleur de l'Institut et devez agir en tout avec l'autorisation de sa direction et du bureau du parti » « Depuis ma naissance, je possède un nom et j'agirai toujours dans ma vie, en mon nom propre ». Y. Badzio avait terminé son stage de recherches, soutenu sa thèse et collaborait en qualité de chercheur aux travaux de la section de théorie de l'Institut. Mais, quelques jours plus tard, le poste qu'il occupe est soumis à concours et le bureau du parti de l'Institut oblige les membres du conseil de l'établissement, presque tous communistes, à ne pas soutenir la candidature de Badzio.

Le 20 avril 1965, Y. Badzio se retrouve sans emploi. Le 4 septembre 1965, il participe à une manifestation organisée pour protester contre les arrestations d'intellectuels ukrainiens opérées dans le cinéma « Ukraine » avant la projection du film « Les ombres des ancêtres oubliés ». Son engagement incite la cellule du parti de l'Institut de littérature, sur les listes de laquelle il figure, bien que sans travail, à revoir son appartenance au parti. A la fin de 1966, il est exclu du parti et immédiatement renvoyé de la maison d'éditions « Jeunesse » où il travaillait alors. Pendant trois ans, son nom n'apparaît plus dans la presse, mais il réussit à faire imprimer, sous le pseudonyme de Y. Kopynivsky, un article « Le difficile chemin vers la majorité » — (« Dnipro » - 1968 - n° 2). Au cours de cette période il est successivement rédacteur des

éditions « Publicité », rédacteur d'une revue pour aveugles et collabore à l'Institut d'hygiène générale et municipale. Il traduit des textes allemands, mais il lui faut attendre 1970 pour faire éditer par les publications « Arc-en-ciel » le roman de Irmgard Keun: « La petite fille avec laquelle il était interdit d'être ami », puis, en 1971, la revue « Dnipro » - n° 1 imprime sa traduction de deux nouvelles de V. Borhert, mais son nom n'apparaît pas. En 1969 la revue « Patrie » - n° 7 fait paraître son compte-rendu du roman de V. Korotytsch « Une si mauvaise mémoire », « Fractionnement et intégrité d'une œuvre d'art », variante de la revue « Entre le fractionnement et l'intégrité ». En 1970, dans « Patrie », paraissent deux longs — bien que raccourcis de moitié par la rédaction — articles d'une série projetée par Badzio sur les jeunes prosateurs et poètes ukrainiens: « Le temps d'un premier bilan » sur l'œuvre de J. Houtsalo et « A la croisée des recherches » sur l'œuvre de V. Chev-tchouk (Article intitulé dans la revue, sans l'autorisation de l'auteur: « Faiblesse de la pensée épique » n° 6). Ces articles ont un retentissement certain dans la presse littéraire ukrainienne, contribuant à animer les discussions sur la prose ukrainienne contemporaine.

La revue « Patrie » prépare l'impression d'un troisième article de cette série « Les récompenses littéraires et les germes vivants du talent » sur l'œuvre de V. Drozda. Mais en 1971, le climat change. Tous les écrits que Badzio a remis aux revues « Patrie », « Octobre », « La Pensée philosophique », lui sont retournés. La même année, à propos de la revue « L'Ukraine littéraire », qui reflète l'état général de

la culture ukrainienne, il rédige un texte qu'il adresse à la présidence du Congrès des Ecrivains et aux filiales régionales de leur organisation. En 1972, immédiatement après la vague d'arrestations politiques, il entreprend des recherches pour son livre « Le droit de vivre ». Le 18 Avril 1972, une perquisition en rapport avec l'affaire Dziouba est effectuée dans son appartement : un exemplaire de la lettre au Congrès des Ecrivains, citée ci-dessus, ainsi que quelques livres de M. Hrouchevsky sont confisqués.

Au cours de l'été 1973, il est congédié de l'Institut d'hygiène générale et municipale et au début de 1974, la milice l'accuse de parasitisme et le met en demeure de trouver du travail en quinze jours. Les offres d'emploi sont nombreuses : rédacteur, correcteur, ... Ses papiers d'identité lui sont même demandés pour un poste de rédacteur des publications « Ecole soviétique », et pour être guide au musée Lessia Oukraïnka. Au bout de trois jours, la même réponse arrive « Excusez-nous, la place est déjà prise ». Il est engagé comme débardeur pour les expositions organisées par la Fondation Artistique Ukrainienne mais il est congédié au bout de quatre jours.

La milice l'invite à une réunion du comité exécutif du district où on lui remet une convocation pour une place de manœuvre dans une cimenterie de Kiev, avec ordre de se présenter sur les lieux dans les trois jours. Pendant ce temps, Y. Badzio a trouvé un travail de déchargement nocturne de pain. Il est menacé d'arrestation pour non-présentation à la cimenterie. Badzio écrit alors au président du K.G.B., Fedortchouk, et au secrétaire du comité central du parti communiste de l'Ukraine, Malantchouk, exi-

geant qu'ils expriment ouvertement leurs griefs à son égard, sans se dissimuler derrière la milice et le laissent exercer tranquillement le dur travail physique qu'il s'est librement choisi. On cesse alors de le harceler jusqu'à ce qu'il soit arrêté. Il a appris par des employés de bibliothèque que son nom figurait sur une liste noire. Pendant presque dix ans, la presse l'a ignoré. Durant cette période, il a adressé, à des écrivains, de nombreuses lettres dans lesquelles il traitait de questions sociales, il a écrit au Ministère de l'Enseignement de la R.S.S. d'Ukraine, pour dénoncer la russification des écoles ukrainiennes, il a pris part aux débats sur la nouvelle constitution. Le 3 février 1979, « Le droit de vivre » est confisqué. Le 23 Avril, Badzio est arrêté. Et le 21 décembre il est condamné à 7 ans de camp de régime sévère et 5 ans d'exil intérieur pour « agitation et propagande antisoviétique ».



## LETTRE OUVERTE

du citoyen de la République Socialiste Soviétique  
d'Ukraine,

**YOURIY VASSYLOVYTCH BADZIO**  
au Présidium du Soviet Suprême de l'Union  
des Républiques Socialistes Soviétiques  
et au Comité Central du Parti Communiste  
de l'Union Soviétique

Devant les instances supérieures de l'Etat et du Parti de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques, je soulève le problème de la dépendance et de l'inégalité en droits du peuple ukrainien dans le cadre de la Fédération des Républiques Soviétiques.

Cette lettre me paraissait être une importante étude scientifique de toute une série de questions qui troublent ma conscience de citoyen et ont une portée sociale générale. Mais la conjoncture m'a contraint à me limiter à un exposé très laconique de mes réflexions. Le trois Février de cette année, une perquisition, de caractère politique, a été effectuée dans mon appartement et un manuscrit inachevé de l'étude évoquée plus haut, a été confisqué — en tout plus de 400 (quatre cents) pages d'un texte assez dense.

En 1972, une vague d'arrestations politiques a déferlé sur l'Ukraine — plus de trente représentants de la nouvelle génération de l'intelligentsia ukrainienne ont été arrêtés — touchant surtout les chercheurs. D'emblée, cette affaire apparut comme une action de répression planifiée dirigée contre la renaissance nationale de l'Ukraine, qui s'était développée au cours de la période poststalinienne.

Mon devoir de citoyen et de patriote m'a incité à intervenir auprès des plus hautes instances de l'Etat et du parti pour formuler des réserves sur les conséquences d'une telle politique. La lettre, conçue comme une réaction patriotique à la situation politique en Ukraine, s'est transformée en étude de la condition actuelle du peuple ukrainien dans le cadre de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques.

C'est ainsi qu'est née l'idée d'un livre intitulé « *Le droit de vivre* ». Vers le milieu de l'année 1977, quatre des cinq chapitres de l'ouvrage — près de quatorze cents pages manuscrites étaient prêts. Mais dans des circonstances imprévues le manuscrit disparaît. Je n'ai pas de raison formelle de dévoiler qui a trempé les mains dans cette affaire, mais ma conviction est faite. J'ai entrepris de réécrire l'ouvrage. J'avais tout juste réussi à rédiger le premier et le dernier chapitres, ainsi qu'une partie du second quand une perquisition m'a interrompu au beau milieu de mon travail.

« *Le droit de vivre* », dans sa structure, rappelait en prenant l'exemple de l'homme, que l'existence historique d'un peuple revêt trois aspects — passé, présent et avenir, qui, considérés dans leur ensemble, forment une unité psychologique et définissent le

climat historico-culturel de la société. Une étude de plusieurs années portant sur les conditions idéologiques et pratiques dans lesquelles vit le peuple ukrainien, m'a conduit à une conclusion très sombre ; l'idéologie actuelle du parti et de l'Etat ainsi que leur politique des rapports entre nations, enlèvent à tous les peuples non-russes de l'U.R.S.S., et donc à la nation ukrainienne, un droit fondamental et décisif — son droit de vivre.

Cette affirmation se base sur des arguments théoriques et pratiques. L'état de dépendance et l'inégalité en droits du peuple ukrainien dans le cadre de l'U.R.S.S., se manifestent dans toutes les sphères de la vie englobant le passé, le présent et l'avenir. Dans la chronologie de l'histoire, la première place, du point de vue psychologique et idéologique, revient, sans discussion possible, à l'avenir. Or, justement, aucune perspective d'avenir n'est offerte aux peuples non-russes de l'U.R.S.S., dans la théorie officielle du devenir des nations. Le caractère antiscientifique, dogmatique et réactionnaire de cette théorie est analysé dans le premier chapitre de l'ouvrage, intitulé : « L'avenir ou la proclamation de la mort des nations », chapitre réécrit et représentant 161 pages de l'ensemble du manuscrit. La politique nationale du parti communiste de l'U.R.S.S. prône l'épanouissement et le rapprochement des nations composant l'U.R.S.S. Son objectif principal consisterait à rapprocher les peuples pour effacer les particularités nationales, c'est-à-dire aboutir à un dépérissement des nations et créer dans l'avenir, une société communiste dénationalisée. Cette idéologie n'a pas été engendrée par une société démocratiquement organisée, elle re-

flète très nettement la situation d'inégalité des peuples non-russes de l'U.R.S.S. et constitue la base de l'oppression nationale. Et, en effet, la perspective de l'extinction des nations ne concerne, — ni en théorie ni en pratique, — le peuple russe. La théorie du rapprochement et de la fusion des nations s'associe dans l'idéologie officielle à l'idée de la « seconde langue maternelle » — la langue russe — et le renforcement du rôle historico-culturel et politique de cette langue dans la vie des peuples non-russes serait un phénomène naturel objectif. Elle s'associe aussi à une large propagande du patriotisme russe, insistant sur l'internationalisme exceptionnel des Russes, leurs mérites particuliers dans l'histoire de la société soviétique, etc...

Ces perspectives montrent d'une manière convaincante, que le nationalisme impérialiste russe est la source et l'essence politique de la doctrine du rapprochement et de la fusion des nations, de l'idéologie de de l'internationalisation de la société soviétique...

La théorie communiste de Marx n'a jamais envisagé l'idée d'une fusion des nations, mais le nationalisme russe se sert de l'argument pour brandir une arme idéologique. D'autre part, même si l'idée du dépérissement des nations s'intégrait à l'avenir idéal vu par Marx et Engels — au communisme — notre société n'est pas tenue de se soumettre aux conceptions du passé, même des plus grandes. Chaque génération crée son propre idéal et seul ce mouvement naturel de l'histoire — au cours duquel se réalise librement le processus dialectique de la thèse et de l'antithèse, peut garantir des conditions démocratiques de vie sociale

et un accroissement des forces humanistes de la société.

L'idée de la fusion des nations a germé chez Lénine. Dès qu'elle a été exprimée, son caractère dogmatique, ses tendances impérialistes et son essence réactionnaire sont apparus. La sombre réalité constituée par « la prison des peuples » de l'empire russe, exigeait de la part des forces sociales qui prétendaient représenter le progrès, l'élaboration d'une idéologie préconisant la renaissance des nations et faisant de l'individualisme national une valeur historique et universelle. Moyennant quoi, Lénine a émis l'idée de la fusion des nations, de l'assimilation ethnique, la présentant comme une loi naturelle, objective et progressiste du développement historique et comme une condition absolue de la transformation socialiste du monde. Il approuvait le mélange des peuples dans le « chaudron américain » sans remarquer — chose curieuse — que l'origine en était la misère des hommes, le développement déséquilibré et antagoniste de la civilisation bourgeoise et non pas un idéal social arrivé organiquement à maturité, par le désir des individus ou celui de peuples entiers. Marx et Engels parlaient de l'égalisation des conditions de développement national, de la nature internationale du capital, de la coexistence harmonieuse des peuples après la victoire de la révolution prolétarienne et, ordinairement, du dépérissement des superstructures politiques et étatiques. Lénine, lui, a fait de l'assimilation ethnique des peuples un idéal social. Dans les conditions politico-nationales du peuple russe et dans le contexte des traditions historiques russes, il était difficile d'imaginer quelque chose de plus important pour les parti-

sans de la « Russie une et indivisible », que cette idée de la fusion des nations et d'une humanité future dénationalisée. Elle donnait la possibilité de sauvegarder, en terrain socialiste, un Etat unique centralisé, c'est-à-dire, en fait, « La Grande Russie ». Rappelons qu'au début, Lénine avait été hostile au principe même de la construction d'une nouvelle société sur une base fédérative et que seule une pression exercée par la base, le mouvement de libération des peuples non-russes, l'avait obligé à changer d'idée.

Lénine et ses partisans du Parti Ouvrier Social Démocrate Russe, ont énoncé le slogan du droit des peuples à l'autodétermination, pouvant aller jusqu'à la séparation et la création d'un Etat indépendant. Position internationaliste et historiquement progressiste. Toutefois, l'exercice du droit des nations à l'autodétermination politique était soumis à une condition : l'opportunité de la séparation et par là ce droit était rendu inopérant. Car qui peut décréter une séparation opportune ou non ? Il est clair que pour la nation dominante une telle séparation ne se justifiera jamais. Les forces politiques de la nation impérialiste pèseront toujours plus dans les décisions concernant le sort politique des peuples dépendants. De plus, l'idée de la fusion des peuples enlevait à l'affirmation du droit des petits peuples opprimés à l'indépendance politique, tout caractère de revendication ou même, de nécessité historiquement justifiée et progressiste. Nous sommes partisans de grands Etats centralisés, car c'est seulement à travers ce type d'Etat que passe la voie vers le socialisme, déclarait Lénine... déclaration qui représentait non seulement une concession à l'impérialisme, mais, aussi, un élément essentiel de la

pression psychologique exercée sur les peuples non-russes, c'est-à-dire une certaine forme d'oppression nationale, pratiquée par le parti social-démocrate sur les non-Russes. Le slogan bolchévique du droit des nations à créer des Etats séparés, égalisait en droits les peuples du pays, toutefois l'idée d'avoir à en justifier l'exercice, ainsi que la théorie de la fusion des nations, donnaient à la nation dominante, — c'est-à-dire aux Russes, — des avantages idéologiques et psychologiques et lui réservaient le privilège de former un Etat.

L'idéologie léniniste qui prévoit, dans les perspectives d'avenir des nations, leur dépérissement dans un lointain futur, — après la victoire du communisme à l'échelle mondiale, — a eu immédiatement des conséquences négatives : non seulement sur les positions idéologiques et psychologiques des représentants non-russes du mouvement de libération sociale, mais aussi sur la politique concrète du parti. On aurait pu penser qu'un parti se réclamant d'un idéal de liberté sociale, nationale, d'égalité en droits des peuples, aurait cherché à le réaliser à la première occasion. Et, pourtant, dès le début, il aurait pu rendre effective l'égalité en droits des nations, dans ses propres rangs. Mais justement, sur la question de la construction du parti prolétarien, Lénine, et ses amis politiques, ont manifesté la plus grande intolérance à l'égard des aspirations autonomistes des forces non-russes du mouvement social-démocrate, s'opposant catégoriquement à la construction du parti sur une base fédérative et traitant les opposants de petits-bourgeois nationalistes et de mauvais marxistes. Cette position n'avait aucune justification théorique ni pratique. Elle s'écartait de

l'idéologie de l'égalité en droits des nations à l'autodétermination et donnait des avantages politiques à la section russe du mouvement prolétarien, déjà la plus forte quantitativement et qualitativement. L'argumentation, suivant laquelle l'organisation de représentations séparées dans le mouvement prolétarien non-russe, allait diviser les peuples et affaiblir l'ensemble du front anticapitaliste, reflétait seulement une attitude impérialiste, la force d'inertie des idées centralisatrices et ne résistait pas à la critique politique. Car l'honnêteté des rapports entre nations, une politique assurant leur égalité et la libre organisation de toutes les sections du mouvement de libération prolétarien, ne pouvaient que consolider l'ensemble du front et renforcer les liens entre le parti et les masses populaires. Au contraire, l'absence d'une organisation propre au prolétariat non-russe, remettait le sort de ce prolétariat entre les mains des forces politiques russes et le privait ainsi de son principal moyen d'auto-défense. Compte tenu des conditions de la vie politique en Russie et des traditions historiques russes, il n'était pas difficile de prévoir en quoi tout cela menaçait à la fois les relations futures entre nations de l'Etat russe et la perspective d'une transformation démocratique de la société. L'histoire a confirmé que ces inquiétudes étaient fondées.

Malheureusement, il ne me reste plus assez de temps pour analyser plus largement les circonstances historiques dans lesquelles s'est produite la révolution prolétarienne en Russie et s'est constituée l'Union Soviétique ; ni pour étudier plus précisément l'évolution de la politique nationale des bolchéviks. Je dirai seulement que dans la société soviétique la conception lé-

niniste de la fusion des nations a constamment pesé, en théorie et en pratique, sur les rapports entre nations et a orienté, de plus en plus, la politique nationale du parti vers l'impérialisme russe.

L'expression actuelle de cette politique est la conception du peuple soviétique unique, d'un Etat unifié, ou même simplement d'un Etat unique, (bien que formellement, l'U.R.S.S. soit un Etat, non pas unitaire mais fédéral), ce sont aussi les dispositions constitutionnelles qui présentent l'U.R.S.S. comme l'Etat incarnant ce peuple soviétique, — ce centralisme constitue une préparation idéologique et théorique, à la liquidation des structures étatiques, toutes formelles qu'elles soient, des peuples non-russes de l'U.R.S.S. La doctrine d'internationalisation de la société soviétique développée par le parti, annonce la russification des peuples non-russes et la renaissance d'une « Russie une et indivisible » c'est-à-dire en fait, la liquidation des acquis de la Révolution socialiste d'Octobre dans le secteur des relations internationales. Une analyse rationnelle de ce phénomène et toute l'expérience historique montrent que cette idée de la fusion des nations est en contradiction avec la vie, qu'elle est dogmatique, antiscientifique et réactionnaire par son essence politique. Le socialisme soviétique, une fois devenu démocratique, relèguera cette idée dans les archives de l'histoire — cela ne fait aucun doute pour moi.

La politique nationale actuelle du parti enlève à mon peuple son droit au passé : la dépendance et l'inégalité du peuple ukrainien se manifestent tout autant dans l'historiographie soviétique contemporaine concernant l'Ukraine, que dans la conception officielle de

l'avenir des nations. Ce ne sont que les deux extrémités d'une même politique, celle de la renaissance de la « Russie une et indivisible ».

La place du peuple ukrainien dans l'historiographie contemporaine est étudiée dans le deuxième chapitre du livre — « *Le passé ou la néocolonisation historiographique de l'Ukraine par la Russie soviétique* ». La falsification de l'histoire de l'Ukraine par l'historiographie soviétique actuelle, concerne non pas une période de son histoire, mais l'histoire tout entière du peuple ukrainien, niant le caractère propre de notre développement historique, et subordonnant son explication aux intérêts politiques de l'Etat russe. La conception de « l'ancien peuple russe », conception jumelle, dans le domaine idéologique, de la théorie du « peuple soviétique unique », gomme totalement les débuts de la féodalité en Ukraine et n'accorde aucune place aux Ukrainiens et aux Biélorusses dans la famille des peuples slaves du Haut-Moyen-Age.

L'idée purement spéculative et antiscientifique — que « l'ancien peuple russe » est « l'ancêtre commun » aux Russes, aux Ukrainiens et aux Biélorusses, alors que la « Rouss de Kiev » est leur « héritage commun », n'implique nullement, dans la pratique, une égalité de droits pour les Ukrainiens et les Biélorusses dans l'interprétation officielle du passé des Slaves orientaux.

Ni du point de vue de la terminologie, ni du point de vue de la conception, les Russes ne se démarquent de l'histoire des Slaves orientaux du VI<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle — tout y est russe : « les tribus russes », le « peuple russe », la « culture russe », la « souveraineté russe », les « débuts de l'histoire russe » etc... A l'in-

verse, jusqu'au XIV<sup>e</sup> siècle, le lecteur ne trouvera rien d'ukrainien dans la littérature soviétique : ni territoire, ni langue, ni culture, ni ethnie. Et de confirmer ainsi, cette idée scientifiquement et historiquement absurde que les Slaves orientaux formaient entre le IX<sup>e</sup> et le XIII<sup>e</sup> siècle, un seul peuple, une seule ethnie, « russe » évidemment, et que les Ukrainiens, les Biélorusses ne sont apparus qu'aux XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècles. Et immédiatement, ils ont « rêvé » « de s'unir à la Russie ».

Tous les peuples du monde ont aspiré et aspirent à l'indépendance nationale, seuls les Ukrainiens et les Biélorusses font exception — ils ont rêvé de « s'unir » au peuple russe... La presse et la littérature soviétiques, elles-mêmes, en arrivent à se faire l'écho des aspirations de l'Ukraine à se fondre dans la Russie dans le cadre d'un « même Etat ». Ceci est une déformation grossière, même sur le plan formel, de la vérité historique car les documents sont là pour témoigner que le gouvernement ukrainien avec à sa tête B. Khmelnytsky, s'était réservé une autonomie politique assez fondamentale dans le cadre de l'accord conclu avec la délégation russe. La conception de « l'unification » porte en elle l'idée d'un peuple unique et, au fond, nie aux Ukrainiens le droit d'avoir un Etat séparé, indépendant, en même temps qu'elle constitue une violation importante de la constitution de la République socialiste soviétique d'Ukraine et de celle de l'U.R.S.S.

A la théorie de « l'ancien peuple russe », du « peuple russe de l'époque kiévienne » (ainsi s'exprime souvent la littérature historique soviétique) et à la conception de « l'unification » est associée l'idée spé-

lative et littéralement mythifiée de la lutte contre le prétendu « nationalisme bourgeois ukrainien », auquel en fait on assimile le mouvement de libération nationale ukrainien dirigé contre la Russie et surtout l'idée d'un Etat ukrainien indépendant de la Russie, c'est-à-dire que, une fois encore, on nie au peuple ukrainien, le droit de former un Etat indépendant. D'où il résulte un contexte historiographique dans lequel les peuples ukrainien et biélorusse deviennent une masse ethnographique, un élément du « peuple russe établi des Carpathes au Pacifique ». L'usage constant et de plus en plus fréquent du terme « grand russe », met, en définitive, les points sur les i. D'ailleurs, en 1944, est sorti à Moscou, un livre de l'historien N. S. Derjavine intitulé « Des origines du peuple russe — grand russe, ukrainien, biélorusse ».

Ainsi la conception impérialiste de l'historiographie russe de la période prérévolutionnaire, la doctrine ultraréactionnaire qui niait l'existence des Ukrainiens et des Biélorusses en tant qu'ethnies particulières, se voient intégralement reconstituées. Dans les publications historiographiques soviétiques, on peut lire sur ce thème des textes incroyables. Des expressions comme « l'ancien peuple russe » « le peuple soviétique unique » sont les maillons d'une même chaîne politique, d'une même doctrine politique : celle de l'internationalisation de la société soviétique. La falsification de l'histoire de l'Ukraine par le nationalisme impérialiste russe est un facteur essentiel de l'oppression du peuple ukrainien.

Le troisième chapitre — « *Le passé contre le présent, ou le mythe du nationalisme bourgeois ukrainien* » analyse la théorie et la pratique de la propa-

gande antiukrainienne menée officiellement sous le couvert de la lutte contre le prétendu nationalisme bourgeois ukrainien.

A l'époque de Staline et jusqu'à nos jours, elle se présente comme une véritable guerre psychologique contre la conscience nationale ukrainienne s'accompagnant d'une répression physique ininterrompue des Ukrainiens conscients de leur nationalité. Cette guerre démoralise la population ukrainienne, exerce sur elle une oppression psychologique. L'épouvantail actuel du parti, « le nationaliste bourgeois ukrainien », n'est qu'un frère idéologique des « partisans de Mazepa » et des « séparatistes » de l'époque prérévolutionnaire. En s'appuyant sur de nombreux faits, ce chapitre démontre que la doctrine actuelle du parti, celle du « nationalisme bourgeois ukrainien » ne peut en appeler au soutien des militants démocrates révolutionnaires d'autrefois, ni dans le domaine des idées sur l'origine du peuple ukrainien, ni dans celui de l'attitude envers « l'unification » ou de l'interprétation du caractère et des devoirs du mouvement de libération nationale ukrainien.

En vérité, T. Chevtchenko, I. Franko, Lessia Oukraïнка, P. Hrabovsky et toutes les autres figures de l'histoire ukrainienne, que la propagande actuelle du parti range parmi les adversaires du nationalisme bourgeois ukrainien, — devraient se retrouver parmi les nationalistes bourgeois ukrainiens et même aux premiers rangs, si leur œuvre n'était pas falsifiée et si le choix des critères de jugement était cohérent. Les ultraréactionnaires de l'époque prérévolutionnaire agissaient ainsi, d'ailleurs ils ne faisaient pas de différence, disons, entre I. Franko et M. Hrouchevsky et

sous l'angle du « peuple unique » et de la « patrie unique », ils avaient raison. La doctrine officielle du « nationalisme bourgeois ukrainien », l'énorme masse de littérature hostile au nationalisme, une campagne officielle ininterrompue contre ce « nationalisme bourgeois ukrainien » empoisonnent les relations entre les nations russe et ukrainienne, nuisent aux bons rapports entre Ukrainiens et Russes, excitent les citoyens contre les Ukrainiens conscients de l'être, éveillent la méfiance et l'intolérance à l'égard de la moindre manifestation de dignité nationale des Ukrainiens. La lutte contre le prétendu nationalisme bourgeois ukrainien a pour but principal de détruire la conscience politique du peuple ukrainien, d'entraver son développement donc de servir la formation « du peuple soviétique » et la russification des peuples non-russes. Il suffit de rappeler que la propagande du parti marque du sceau infâmant de « nationaliste » toute idée d'un Etat ukrainien indépendant, bien que la sortie de l'U.R.S.S. et la création d'un Etat ukrainien indépendant soient autorisées par la constitution.

Le quatrième chapitre — que je pense appeler « *Le présent ou l'état de siège* » est conçu comme une analyse de l'état psychologique, politique, culturel actuel du peuple ukrainien, et tend à démontrer que l'idéologie et la politique nationale actuelle du parti maintiennent notre peuple dans la voie du « dépérissement national » légal et font de notre vie politique et culturelle un simple agent de l'internationalisation c'est-à-dire de la russification de la nation ukrainienne.

La science, la presse, l'enseignement, les institutions politiques ukrainiennes sont tolérées, mais uni-

quement dans la mesure où elles maintiennent une forme ukrainienne, un environnement ukrainien, sans pour autant donner au peuple ukrainien une voix indépendante, ni présenter un contenu sérieux ou prestigieux.

Le cinquième chapitre — 196 pages — entièrement rédigé de nouveau et terminé, porte le titre suivant : « *Perspectives ou discours sur l'unité de l'histoire des hommes* ». Une analyse théorique précise ainsi qu'une analyse historique concrète justifient une conception optimiste en matière d'histoire nationale. En plus de la série de nos acquis historiques, surtout aussi importants que l'existence formelle d'un Etat ukrainien, l'argument essentiel, ici, est que les nécessités du progrès et la loi du développement historique ne nous abandonnent pas à notre sort, mais garantissent un soutien à nos aspirations à la liberté nationale, parce qu'elles sont objectivement progressistes et conformes au développement historique mondial. Le socialisme de l'Etat et du parti soviétiques crée une société où se manifestent des forces antagonistes, car le parti, la bureaucratie de l'Etat se sont transformés, au cours du développement de la société soviétique, en classe sociale dominante. Cette thèse s'appuie sur la logique politico-économique, sociale et philosophique du marxisme. Le savant soviétique, H. Kh. Chakhnazarov, auteur du livre : « La démocratie socialiste — Quelques problèmes théoriques » (M., 1972), écrit : « La propriété sociale implique la gestion sociale de la propriété. L'Etat en réalisant la direction planifiée de la production socialiste, le contrôle du travail et de la consommation agit au nom et sur la demande du propriétaire collectif des moyens de production — de

tout le peuple » (page 12). Or, le parti communiste lui-même avoue qu'il dirige l'Etat, donc détient la suprématie sur l'Etat. D'autre part, le peuple, dans la personne de ses citoyens, non seulement n'élit pas les organes dirigeants du parti, mais n'a même pas le droit formel de contrôler son activité, le rôle directeur du parti ayant été fixé dans la constitution. Quant aux possibilités de contrôle, elles n'existent pas ; ouvriers, paysans ou intellectuels ne détiennent aucun des moyens matériels ou idéologiques pour l'exercer : pas d'organisation politique propre et indépendante du parti communiste, pas d'organe pour s'exprimer. Etant la seule force organisée dans la société, l'acteur politique dominant des rapports sociaux, ce fait et les circonstances créées par l'absence de propriété individuelle privée des moyens de production, transforment le parti en propriétaire collectif des moyens de production, donc en classe sociale particulière, en classe sociale dominante et exploitatrice de la société soviétique.

L'argument est convaincant et tout à fait suffisant. Mais la sociologie de Marx et Engels nous propose encore un moyen théorique de démontrer la justesse de cette conclusion, à savoir que le parti et la bureaucratie soviétiques sont une couche sociale particulière, une classe sociale particulière. J'évoque ici l'explication marxiste de la propriété privée d'après laquelle l'essence de cette propriété privée est la division du travail ; « division du travail et propriété privée — écrivaient les auteurs de " L'idéologie allemande » — sont des expressions identiques : dans un cas, l'on se place du point de vue de l'activité, de l'autre, du point de vue du produit de l'activité » (K.

Marx et F. Engels — Oeuvres choisies en trois tomes — K. 1977, tome 1, page 22). « Les différentes étapes du développement de la division du travail — lit-on dans un autre passage de l'œuvre de Marx et de Engels — correspondent à différentes formes de la propriété, c'est-à-dire que chaque étape de la division du travail détermine également un certain type de relations entre individus, conformes à leurs rapports avec les instruments et les produits du travail » (Idem, page 9). Donc, la conception marxiste et engélienne de la propriété privée englobe non seulement le côté objectif, mais aussi subjectif de la vie sociale, considérant « la propriété privée comme activité isolée ». (K. Marx et F. Engels. Extraits des Oeuvres de Jeunesse. K. 1973, page 540). Les rapports de l'homme avec le produit de son activité et les relations entre les sujets du travail, constituent l'essence subjective de la propriété privée. De là, la troisième catégorie de la philosophie sociale de Marx et Engels, celle de l'aliénation (aliénation personnelle, travail aliéné). Les catégories de la propriété privée, de la division du travail et de l'aliénation, en reflétant les différents aspects de l'activité sociale de l'homme et leur unité dialectique, révèlent, dans leur ensemble, l'essence scientifique de la sociologie de Marx et d'Engels; elles ont servi de fondements à la théorie de l'avenir de Marx et d'Engels (à la théorie du communisme). Propriété privée = travail morcelé, travail morcelé = travail aliéné, travail aliéné, source de toute aliénation sociale et individuelle — conception hors de laquelle, il n'existe pas de contenu authentique de la théorie du communisme de Marx et Engels. L'idée communiste de la destruction de la division du travail, en

particulier de la division du travail professionnel, l'idée de la suppression de toute fixation des individus à des aspects particuliers de l'activité sociale et l'idée de la transformation du travail en activité librement choisie par les hommes, en sont la concrétisation. Cela, seulement, rendra possible la destruction des classes, celle de l'opposition entre la ville et la campagne, entre le travail manuel et intellectuel ; une production communiste planifiée serait ainsi mise en place, libérée du phénomène de l'offre et de la demande, une société communiste autogérée, sans rapports politiques ou sociaux de domination et de soumission, une société sans Etat. En définitive, cette conception de la propriété privée constitue le fondement de la théorie du communisme de Marx et Engels. La littérature philosophique soviétique affirme que dans sa maturité, Marx s'était affranchi de cette conception de la propriété privée, mais pareille affirmation n'est confirmée ni par la logique théorique de l'idéal social de Marx et d'Engels ni par les textes.

Evidemment, les espoirs de Marx et Engels de « détruire le travail », comme ils disaient, c'est-à-dire de liquider toute forme de division de l'activité sociale, se sont révélés utopiques, mais leur philosophie sociale rend parfaitement compte des collisions réelles de vie, et dans sa partie dialectique et matérialiste elle reste fondamentalement d'actualité et présente une grande valeur scientifique et méthodologique. Elle nous fournit la clé théorique permettant de découvrir la nature sociale du parti communiste de l'U.R.S.S. et son rôle social. La direction politique de la société soviétique n'est pas une fonction assurée par des personnes élues, responsables, formellement et

effectivement, devant tous les citoyens du pays, mais dépend d'un corps constitué, — le parti, — qui formellement et pratiquement, se trouve placé en dehors de tout contrôle de la société. En d'autres mots, l'activité du parti dans la société soviétique est non pas l'affaire privée d'un groupe d'individus, mais le travail d'une *couche sociale particulière* et organisée, qui exerce un pouvoir sur la production matérielle et spirituelle de l'ensemble de la société, c'est-à-dire que son activité de direction est un aspect particulier du travail social, et de ce fait, cette couche sociale est un sujet dans les rapports sociaux, donc constitue une classe sociale particulière. K. Marx écrivait dans les « Manuscrits d'Economie politique et philosophie de 1844 » que, dans les conditions créées par la division du travail, « grâce au travail aliéné, le travailleur détermine les rapports avec ce travail de personnes qui ignorent ce qu'est le travail et se tiennent au-delà du travail. Les rapports du travailleur avec le travail, déterminent les rapports des capitalistes avec ce travail (si l'on veut bien nommer ainsi les maîtres du travail) » K. Marx et F. Engels — Extraits des Oeuvres de Jeunesse. K. 1977, page 529). Et dans la société soviétique, le parti communiste, la bureaucratie du parti sont bien un maître de ce type. Ni la classe ouvrière, ni la paysannerie, ni l'intelligentsia — sujets des trois aspects fondamentaux du travail social — n'ont chez nous d'organisation politique particulière, de représentation propre dans les institutions étatiques et pas de vie organisée propre ; elles sont privées des moyens matériels d'exprimer leur volonté de classe, de défendre leurs intérêts de classe, et de ce fait, ne sont pas les maîtres de leur travail et ne peuvent pas être

considérées comme propriétaire collectif des moyens et des produits de leur activité productrice. Le maître, le propriétaire c'est le parti, la bureaucratie du parti et de l'Etat.

Conformément à la sociologie marxiste, l'Etat est la forme politique de la domination sociale, une structure mise en place par la classe dominante pour assurer sa propre défense. Le pouvoir soviétique ainsi nommé, institué et contrôlé par le parti, est exactement un Etat de ce type. D'ailleurs, le parti communiste reconnaît lui-même qu'il dirige l'Etat, donc qu'il représente une autorité supérieure à l'Etat. Ce n'est un mystère pour personne que le parti forme les organes du gouvernement. Nous, électeurs, n'avons aucune possibilité de choix, même formelle. En effet, un seul candidat est désigné par poste de député et présenté par les organes du parti, donc imposé par lui.

Le stalinisme, véritable contrerévolution sociale, l'a emporté définitivement sur le pouvoir des Soviets (sur le pouvoir soviétique) et a enlevé à la classe ouvrière, à la paysannerie, à l'intelligentsia, leur liberté politique pour faire du parti le maître politique, unique et tout-puissant, du pays. L'idée du rôle directeur du parti communiste de l'Union Soviétique ne signifie rien d'autre que: le détenteur plénipotentiaire du pouvoir politique est non pas le Soviet Suprême mais le parti, qui, au fond, constitue le gouvernement dans la société soviétique.

Ce chapitre analyse l'histoire de l'émergence de cette nouvelle classe dominante dans la société soviétique; il examine sur la base de la sociologie marxiste, la structure interne de cette classe, et démontre

que, par ses traits caractéristiques, sa nature politique et sociale, la classe dominante de la société soviétique ne diffère en rien des classes sociales dominantes connues de l'histoire. Elle possède sa propre structure politique d'autodéfense et de renforcement — de là vient l'idée de l'accroissement du rôle du parti et de l'Etat sur la voie de la construction du communisme. Du point de vue de la théorie communiste de Marx, cette conception est tout à fait absurde, puisque, selon Marx, le communisme s'installe dans la mesure où disparaît l'Etat, toute forme d'Etat.

En matière sociale, ma position est socialiste, en matière politique, elle est démocratique.

En résumé, c'est un socialisme démocratique, proche de l'eurocommunisme — impliquant pluralisme idéologique, culturel et politique. La classe ouvrière et les masses paysannes devraient être représentées dans les organes du gouvernement ; la loi devrait accorder la liberté de création de partis démocratiques. Alors seulement, la bureaucratie du parti et de l'Etat perdra le statut de « maître du travail » exclusif, de classe sociale dominante, et le parti sera, alors, un parti et non une couche sociale dominante de la société.

Ma conception du socialisme démocratique prévoit, non pas la renaissance de la propriété privée des moyens de production, mais la suppression de la propriété privée du parti, de l'absolutisme idéologique et politique, de l'arbitraire du parti ; elle prévoit la marche vers l'avenir idéal de Marx, malgré le caractère utopique de son aboutissement. L'utopie de la théorie marxiste du développement de l'histoire, une fois la victoire de la révolution socialiste assurée,

consiste dans l'espoir que la liquidation de la propriété privée capitaliste et le niveau élevé du développement des forces productives permettront de supprimer toute forme de division du travail — notamment le professionnalisme et de transformer le travail en activité librement choisie. Evidemment, Marx et Engels pensaient avec raison que c'était la seule manière de supprimer le phénomène social de l'aliénation et sa forme politique, l'Etat. Cependant, cette théorie ne nous a apporté, jusqu'à présent, aucun argument pour prouver que ces espoirs sont réalistes. La complexité de la production contemporaine, les difficultés pour maîtriser psychologiquement le monde, enfin, et surtout, la nature même de l'homme, qui est un être fini et limité (limité non pas dans le sens usuel mais philosophique du terme) rendent impossible la suppression de la division du travail et de la fixation des individus à des aspects particuliers de l'activité productrice, donc rendent impossible la réalisation de l'idéal communiste, à la mesure des espoirs de Marx et d'Engels. Du reste, un idéal n'est un idéal que s'il est engendré par un mouvement naturel de la vie, s'il est l'image d'un avenir meilleur, développé spontanément dans les esprits et il cesse de l'être quand il se confond avec l'idéologie et la politique de l'Etat. L'Etat a toujours été un facteur conservateur et égoïste de l'histoire (d'où l'idée communiste du dépérissement de l'Etat, de toute forme d'Etat), il ne réalise pas les idéaux, mais, s'il est démocratique, il s'y adapte, assure l'évolution de la société. Le socialisme soviétique n'a apporté aucun changement révolutionnaire dans les rapports entre idéal et Etat, la forme politique de l'existence prend également, chez

nous un aspect conservateur et égoïste. Si un lecteur socialiste considère cette conclusion comme subversive, il suffit de lui rappeler que l'idéal communiste officiel prévoit le dépérissement, dans la phase de construction du communisme, de l'Etat et de la sphère politique de la vie, donc ma « subversion » ne fait qu'emprunter le lit de la sociologie, philosophie, histoire de Marx et d'Engels. A partir de positions de principe socialistes et démocratiques, je veux bien reconnaître un seul « élément de subversion » dans ma vision du monde, dans l'ouvrage qui m'a été confisqué par la police, j'ai effectivement développé une pensée anti-parti, je lui dénie le droit à l'absolutisme et à la toute puissance idéologique et politique. Cette vision contredit la constitution affirmant le rôle dirigeant du parti communiste de l'Union Soviétique mais n'entre pas en contradiction avec la représentation que Marx se faisait de l'avenir du communisme, selon laquelle la marche vers le communisme devait s'accompagner du dépérissement des structures politiques de la réalité sociale. Donc, l'idée officielle du renforcement du rôle dirigeant du parti et de l'Etat, de même que l'article correspondant de la constitution de l'U.R.S.S., ont un caractère anticommuniste, donc, antidémocratique. Sur ce terrain idéologique, ont grandi un certain nombre d'articles appropriés du code criminel sur la responsabilité juridique, pour de prétendues diffamations de l'ordre soviétique, pour propagande antisoviétique etc... Ces motifs, invoqués pour persécuter des citoyens soviétiques, sont une honte pour le socialisme, ils rendent inopérantes les dispositions de la constitution sur la liberté de parole, de pensée, de recherche scientifique. Dans cette si-

tuation idéologique et politique, n'importe quelle critique des conditions de vie, sans parler de la critique de la politique de l'Etat et du parti, peut être qualifiée de diffamation. Mais tout Etat du monde — l'Etat fasciste y compris — assure la liberté de soutien, la liberté d'éloge de sa politique — en quoi consiste, alors, la liberté de parole, de pensée, la liberté politique, ce problème se pose-t-il d'ailleurs? Il est clair que la liberté politique n'a de sens que si elle est liberté de « tout » critiquer, Etat, parti dominant, si elle permet de contrôler, sous une forme organisée, l'activité des organes d'Etat et chez nous des organes de l'Etat et du parti. Evidemment, dans une société socialiste et dans un contexte démocratique, une idéologie prônant la toute-puissance d'un parti (le rôle dirigeant du parti communiste de l'U.R.S.S.) ne pourrait apparaître, pas plus que la doctrine de la construction du communisme par l'Etat, doctrine absurde sur le plan théorique, anticommuniste sur le plan politique, antimarxiste; pas plus que cette contradiction criante de la constitution de l'U.R.S.S. qui dans un article (le deuxième) proclame le pouvoir du peuple incarné par les Soviets de députés et dans un autre (le sixième) affirme le rôle dirigeant du parti communiste de l'Union Soviétique, et remet ce pouvoir, les soviets eux-mêmes et tout le peuple, aux mains d'un parti unique, sous son contrôle absolu; contrôle d'une couche organisée de personnes que l'ensemble du peuple n'a aucun droit de critiquer, aucun droit de contrôler et, encore moins, d'en élire les représentants.

La société soviétique actuelle en est au stade du stalinisme inerte, adapté, certes, techniquement, à la

conjoncture historique contemporaine, aux besoins politiques de la classe soviétique dominante. Le stalinisme, cette page tragique de l'histoire du socialisme, a porté un coup terrible à l'idée du socialisme. L'idée du parti suivant laquelle la contradiction essentielle du monde contemporain se situe entre capitalisme et socialisme peut être approuvée. Mais les hommes ne peuvent pas et ne doivent pas s'écarter du socialisme réel ; or, nous, partisans de l'ordre socialiste, nous nous retrouvons dans une situation inconfortable, car le socialisme réel n'est pas devenu démocratique, il a pris la forme de la toute-puissance d'un parti, validant l'absolutisme idéologique et n'assurant aux hommes ni la liberté spirituelle ni celle de l'activité sociale. L'insistance du parti communiste de l'U.R.S.S. à vouloir réhabiliter Staline et le stalinisme, à taire ses crimes, à pratiquer une censure sévère de toute réflexion sur le passé, et à persécuter des individus pour leur critique de la politique de l'Etat et du parti, les non-Russes, pour patriotisme national, les tortures de personnes saines d'esprit dans les hôpitaux psychiatriques, le maoïsme, la politique impérialiste agressive de la Chine, le fascisme du socialisme cambodgien de Pol Pot — tous ces motifs provoquent la méfiance des peuples des pays capitalistes à l'égard du socialisme, et font naître des doutes sur le caractère vivable de la doctrine socialiste. Seule la démocratisation du socialisme soviétique peut sauver le prestige du socialisme, assurer son développement historique, affaiblir la tension idéologique et, plus tard, politique, entre les Etats à différents régimes socialistes. Un mot encore au sujet de la Chine : je ne vois pas d'autre moyen de neutraliser la menace chinoise contre la paix, que de

désarmer idéologiquement la Chine c'est-à-dire contribuer à la rendre démocratique. Mais cela ne pourra se faire que lorsque nous-mêmes nous vivrons en démocratie, quand l'U.R.S.S. sera à l'avant-garde de la démocratie mondiale, quand le parti communiste de l'Union Soviétique cessera d'être hostile à la démocratie bourgeoise et adoptera la position de Marx et d'Engels qui considéraient la démocratie bourgeoise comme une grande conquête de la civilisation, affirmant que la révolution prolétarienne devrait non pas rejeter la démocratie bourgeoise, mais l'élargir, en supprimant la propriété privée capitaliste des moyens de production, en transformant les moyens matériels et les formes sociales de l'activité humaine en propriété de tous, en propriété de chacun. L'eurocommunisme est un très heureux événement (pour les hommes de conviction anticapitaliste) dans le mouvement prolétaire mondial. Il montre la véritable voie pour sortir des contradictions du socialisme réel ; il a, je crois, déjà joué un certain rôle dans la restauration du prestige de l'idée socialiste et le renforcement idéologique de la lutte prolétarienne anticapitaliste. Malheureusement, la direction politique de l'U.R.S.S. a accueilli ce courant non seulement avec méfiance, mais avec hostilité. De la détermination et de la persévérance des eurocommunistes dépend, dans une large mesure, le sort politique futur, peut-être même très proche, de la société soviétique : les forces démocratiques l'emporteront-elles dans les rangs du parti et de l'Etat ou bien les staliniens auront-ils de nouveau le dessus, apportant malheurs, répressions et augmentant les menaces contre la paix mondiale.

Dans le monde contemporain occupé à fabriquer

des bombes nucléaires, agité par de très sérieux problèmes économiques, bouleversé par une révolution scientifico-technique, la question de la démocratisation de la société soviétique est ainsi directement liée au problème de la guerre et de la paix. Toute forme de despotisme ou d'hostilité à la démocratie est une menace pour la paix. Une victoire des forces stalinien-nes antidémocratiques dans la société soviétique, non seulement va détériorer les conditions matérielles de vie des Soviétiques, mais va augmenter les menaces contre la paix dans le monde. J'en appelle à vous tous qui approchez les dirigeants des Etats, ne vous désintéressez pas du sort des peuples de l'U.R.S.S. et de l'ensemble du monde, protégez la paix mondiale. Sortez un peu de votre égoïsme de classe, de votre intolérance partisane à l'égard d'une autre pensée. Cessez de croire un instant à votre infailibilité, faites preuve de sagesse historique et de largeur de vue. Il s'agit de problèmes graves ! La situation du peuple ukrainien, dans le cadre de l'U.R.S.S., est inimaginable si l'on tient compte de son statut formel. Nous, Ukrainiens, sommes un peuple à part entière, mais la propagande du parti s'efforce de démontrer que notre seule perspective est le dépérissement national.

Nous avons notre Etat, associé librement, du moins le dites-vous, à d'autres peuples dans le cadre de l'U.R.S.S. L'Union Soviétique est une fédération de Républiques, mais la presse officielle en parle comme d'un Etat unitaire !

De nombreux peuples vivent en Union Soviétique mais vous parlez d'un peuple unique !

Nous avons le droit constitutionnel de sortir librement de l'U.R.S.S., mais la propagande officielle con-

sidère l'idée d'un Etat ukrainien indépendant comme une idée nationaliste et hostile (!) au peuple ukrainien !

Le peuple ukrainien subissait — et vous le reconnaissez — une lourde oppression nationale de la part de l'Etat russe d'avant la révolution, mais cela ne vous empêche pas de qualifier la lutte contre cette oppression de nationalisme bourgeois ukrainien, et les dirigeants de ce mouvement — de traîtres au peuple ukrainien.

Les Ukrainiens sont un peuple particulier que vous parlez « d'unifier » aux Russes. L'Ukraine du XVII<sup>e</sup> siècle est entrée dans le cadre de l'Etat russe sur la base d'une unité autonome ; or, vous parlez de « l'unification » de l'Ukraine et de la Russie en un seul Etat !

Vous citez cette pensée de Lénine, à savoir que tout mouvement de libération nationale tend vers et aboutit à la création d'un Etat séparé, mais quand il s'agit du peuple ukrainien, vous ne considérez pas cette aspiration comme légitime, naturelle !

La théorie de Lénine n'envisageait la fusion des nations que bien longtemps après la victoire du communisme dans l'ensemble du monde, mais vous, les léninistes, vous fusionnez, vous « rapprochez » les peuples soviétiques dès à présent, vous créez « le peuple unique », « l'économie unique », « le territoire unique » en un mot, la « nation soviétique » unique.

Une vie nationale normale est-elle possible dans de telles conditions ? Entre la perspective de la fusion des nations et le rêve d'unification de la période pré-révolutionnaire, un peuple ne peut se créer d'existence historique propre, il ne peut que périr. Donc, que

dans l'Ukraine « souveraine », des personnes soient poursuivies pour avoir publiquement chanté des chants traditionnels de Nouvel An à Kiev, ou pour la plus modeste des manifestations de patriotisme national, n'a rien d'étonnant, pas plus que le petit nombre d'écoles ukrainiennes dans notre République, ou l'absence de films en langue ukrainienne, ou la diminution catastrophique du nombre des publications scientifiques en ukrainien, ou la falsification du passé du peuple ukrainien, etc...

Seules des conditions de développement progressif de la société garantissent humanisme, justice, coexistence pacifique des hommes et des peuples. Or, ce type de développement n'est assuré que par la démocratie. L'histoire ne peut pas ne pas se développer, les contradictions, en particulier les antagonismes, ne peuvent pas ne pas se résoudre. Mais l'importance des difficultés, sur cette voie, dépend en grande partie de la souplesse idéologique et pratique des forces politiques dominantes de la classe dominante.

La société soviétique se trouve devant la nécessité absolue de vaincre l'idéologie et la pratique des privilèges sociaux, ou d'Etat, détenus par une couche sociale organisée, lui donnant droit de diriger la société. Ce privilège est un trait caractéristique d'une structure féodale de la vie sociale. La déification officielle du parti communiste de l'Union Soviétique, la mythification de ce parti par l'idéologie d'Etat sont une évidente survivance de la conscience et de la psychologie féodales dans le monde civilisé contemporain. Pour démocratiser le socialisme soviétique, nous devons prendre nos distances avec l'idéologie et la politique non seulement du stalinisme, mais aussi du

léninisme et nous montrer critiques à l'égard de la théorie de l'avenir de Marx et Engels. Ainsi l'exigent le socialisme, l'étape contemporaine du développement progressiste du monde. L'on ne pourra formuler définitivement la conception sociale de la vie que, lorsqu'à partir d'une seule théorie sociale et philosophique, nous réussirons à expliquer aussi bien les contradictions du capitalisme que celles du socialisme. La sociologie de Marx et Engels, leur conception de la propriété privée — division du travail — aliénation (comme phénomène unique), la partie matérialiste et dialectique de leur théorie de l'avenir social, peuvent à nos yeux, en tenir lieu. Dans le contexte de cette conception sociale et philosophique du monde, il devient particulièrement évident que le stalinisme plonge ses racines dans l'idéologie du léninisme : le gouvernement de la société confié à un seul parti.

Cette idéologie est en totale opposition avec la conception de Marx et Engels d'un développement historique autorégulateur et la conception communiste de la vie, considérée comme activité librement choisie. L'idée marxiste de la dictature du prolétariat a théoriquement contribué à la formation de l'idéologie léniniste de la toute-puissance du parti, mais dans son sens le plus authentique, elle n'impliquait aucunement la liquidation de la démocratie politique, la mise hors-la-loi des forces d'opposition. Au contraire, Marx envisageait l'existence dans la société socialiste d'organes d'opinion publique ; il disait que « la classe ouvrière, pour ne pas perdre le pouvoir récemment conquis, devrait, d'un part, éliminer l'ancienne machine d'oppression jusque-là utilisée contre elle et, d'autre part, se garantir contre ses propres représentants et fonc-

tionnaires en les déclarant, tous sans exception, révo-  
cables à tout moment » (K. Marx et F. Engels. Oeuvres  
en trois tomes. K. 1977, tome 2, page 188). Les euro-  
communistes, en rejetant l'idée de la dictature du  
prolétariat et en se prononçant pour un pluralisme  
politique, ne font que suivre la voie de la philosophie  
sociale de Marx, en tentant de lui appliquer les cri-  
tères de l'humanisme socialiste.

La logique théorique de l'idéal socialiste et une  
réflexion sur l'histoire nous persuadent que la dé-  
mocratie politique et la liberté d'action pour l'oppo-  
sition, ne menaceraient aucunement le socialisme en  
U.R.S.S. ; au contraire, cette voie de développement  
de la société soviétique est le seul moyen de guérir  
le socialisme réel, d'harmoniser les rapports sociaux  
entre les gens, de créer les conditions optimales pour  
assurer le bien-être matériel et spirituel de la popu-  
lation soviétique, de rehausser le prestige du systéme  
socialiste et gagner le duel historique engagé avec le  
capitalisme.

Le caractère spécifique de l'antagonisme social  
dans la société soviétique, dans laquelle les privilèges  
des membres du parti, leur rôle social, la domination  
sociale du parti, sont fondés, selon les termes même  
de Marx, sur « la propriété privée collective », (con-  
séquence de l'absence de démocratie politique grâce  
au statut de direction donné au parti) — fait naître  
l'espoir que le socialisme soviétique se transformera  
en socialisme démocratique par la voie d'un dévelop-  
pement progressif.

Mais, en plus de l'égoïsme de classe, il existe ici  
une force réactionnaire et destructrice supplémentaire  
— le *nationalisme impérialiste russe*. Il se tenait près

du berceau où est née la théorie de l'avenir des nations élaborée par le parti, il a désarmé, sur le plan théorique et sur le plan organisation, les sections non-russes du front anticapitaliste et a joué un rôle décisif dans la réalisation de la contre-révolution stalinienne et dans la transformation du parti en classe sociale dominante. Ce nationalisme russe est le plus concret des ferments humains qui a fécondé et féconde encore l'idéologie centralisatrice, impérialiste et la politique du parti communiste de l'Union Soviétique. Ce n'est pas un effet du hasard si la contradiction entre les principes et la pratique dans les relations inter-nations, essence de la politique nationale du parti, se manifeste si clairement et d'abord dans les explications officielles du passé des peuples non-russes, surtout de celui des peuples ukrainien et biélorusse. Dans l'historiographie de l'Ukraine, c'est-à-dire dans un domaine où le centre d'intérêt est le même pour le chauvinisme russe contemporain comme pour celui de l'époque prérévolutionnaire, nous constatons une entière convergence des critères méthodologiques, de la terminologie de l'historiographie russe impérialiste prérévolutionnaire avec ceux de la science historique soviétique contemporaine, lorsqu'ils sont appliqués au passé du peuple ukrainien. « Le peuple russe unique de l'époque kiévienne », « l'ancien peuple russe », la dislocation de ce peuple à la suite de l'invasion tataro-mongole (en vertu de la logique de cette conception, les nouvelles formations sont simplement des parties ethnographiques d'un même tout), la réunification de ce peuple unique démembré, la lutte contre les « traîtres » au « peuple » et à « la patrie », les « partisans de Mazeppa », les « séparatistes », l'identification de la

« Rouss » avec la Russie, la fraternisation des « Grands-russiens » et des « Petits-russiens » — toute cette conception des ultrarévolutionnaires de l'historiographie russe prérévolutionnaire a été reprise par la science historique soviétique officielle. La littérature soviétique contemporaine va jusqu'à utiliser le terme de « Russie », de « russe » pour désigner non seulement les Slaves orientaux du IX<sup>e</sup> au XIII<sup>e</sup> siècle (ce qui est en contradiction grossière même avec la conception de « l'ancêtre commun »), mais aussi les réalités historiques ukrainiennes contemporaines. Cette attitude ne peut se qualifier autrement que d'expansionnisme, de néocolonisation de l'Ukraine par la Russie soviétique, de renouveau de la théorie et de la pratique de la « Russie une et indivisible » des Blancs.

J'attire particulièrement l'attention des autorités de l'Etat et du parti de l'Union Soviétique et de la République ukrainienne sur la guerre de propagande menée contre ce que l'on appelle le nationalisme bourgeois ukrainien. Dans un contexte où le nationalisme russe est passé sous silence, où l'Ukraine ne dispose d'aucune souveraineté réelle sur le plan politique, intérieur et extérieur, où elle baigne dans une atmosphère politique et culturelle russe ; où la consolidation nationale du peuple ukrainien n'est pas complètement assurée, où règne la théorie du « peuple russe ancien », de « l'unification », du rapprochement et de la fusion des nations ; dans une atmosphère de falsification totale de l'histoire de l'Ukraine, de subordination du processus historique de développement de la nation ukrainienne aux intérêts politiques de la Russie etc. — dans ces conditions la lutte contre le nationalisme bourgeois ukrainien consiste à empêcher le dévelop-

pement de la conscience historique nationale dans le peuple ukrainien, à inciter la population de l'Ukraine orientale à haïr les Ukrainiens de l'Ouest, les Russes à haïr les Ukrainiens. Cette lutte n'est qu'une étape de la dénationalisation, et de la russification de l'Ukraine, pour la renaissance de la Russie impérialiste prérévolutionnaire. La triste conséquence de cette atmosphère idéologique est l'ukraïnophobie dont est atteinte une grande partie de la population russe ou ukrainienne russifiée.

Diverses formes d'union politique volontaire des peuples socialistes, sur la base de l'égalité des droits, auraient pu devenir un facteur important de sauvegarde et de renforcement de la paix mondiale, la préfiguration de la coexistence harmonieuse et dynamique future des peuples du monde. Malheureusement, le nationalisme impérialiste russe a ruiné, là aussi, les espoirs. La démocratisation de la société soviétique est impensable sans une remise en cause des rapports entre les Etats des peuples soviétiques. Beaucoup d'Ukrainiens — dont je suis — estiment qu'une vie nationale libre et digne est impossible pour le peuple ukrainien dans le cadre d'une union politique, étatique, avec la Russie. Beaucoup trop dures et anciennes, les traditions de l'impérialisme sont bien ancrées en Russie, notamment celle de considérer l'Ukraine comme un petit frère légitime, c'est-à-dire une propriété historique. On peut envisager différentes formes d'autodétermination politique de l'Ukraine, mais on ne peut accepter aucun compromis sur le fait que l'Ukraine a le droit constitutionnel et moral de sortir de la fédération des Républiques socialistes et sur le fait que, dans des conditions démocratiques et

de libre discussion, le peuple ukrainien est le seul à pouvoir décider. La propagande officielle, — en qualifiant l'aspiration à un Etat ukrainien indépendant, de nationaliste et en s'efforçant de compromettre cette aspiration sur le plan moral, — transgresse gravement la constitution soviétique et le principe du droit des nations à l'autodétermination. La persécution d'individus pour propagation de l'idée d'indépendance nationale pour tel ou tel peuple soviétique est inadmissible, car une telle pratique transforme en fiction le caractère volontaire de l'union politique des peuples soviétiques et le droit constitutionnel des Républiques à sortir de l'Union.

L'histoire actuelle du peuple ukrainien se déroule dans un climat d'ethnocide idéologique, en l'absence de droits politiques, dans la médiocrité culturelle et l'insécurité spirituelle. L'ethnocide idéologique réside dans la propagande officielle qui prône le rapprochement et la fusion des nations, conception qui implique l'assimilation ethnique et qui est interprétée comme le « processus objectif et naturel » de création d'une société communiste dénationalisée, c'est-à-dire, le processus de dépérissement des nations. En vérité, il n'existe aucune intention humaniste progressiste, mais seulement, en cas d'oppression nationale, une certaine assimilation ethnique, une certaine russification, une certaine unification des conditions historiques de la vie matérielle et du développement culturel. La conception du rapprochement et de la fusion des nations n'est pas une théorie scientifique (sur la base des études réalisées jusqu'à présent, elle n'a aucun droit de se considérer même comme une hypothèse scientifique) mais une doctrine politique, qui n'est

soumise, chez nous, à aucune discussion publique mais est imposée à la conscience humaine par les forces politiques dominantes, par le nationalisme russe ; elle est donc une forme d'extermination idéologique des nations non-russes de l'U.R.S.S. La direction politique de l'Union Soviétique, pour démocratiser les rapports sociaux et assurer l'égalité de droits aux peuples de l'U.R.S.S., devrait — dans une première étape, mais très importante — revoir son idéologie en matière de rapport inter-nations, et sa conception de l'avenir des nations. Cela doit être la toute première exigence des forces démocratiques de la société soviétique.

Prôner le nihilisme national, l'idéologie de la mort des nations sous la forme d'une propagande en faveur de l'idée de rapprochement et de fusion des nations, de l'« internationalisation » etc... n'est possible que parce que les peuples dépendants n'ont aucun droit politique et que des forces étrangères exercent leur dictature. L'Ukraine actuelle est, sur le plan formel, un Etat souverain mais, en vérité, elle ne dispose d'aucun moyen pour assurer sa souveraineté nationale. La situation est ici parfaitement claire et sans équivoque, en tout premier lieu en ce qui concerne la structure du pouvoir politique. Les organes du gouvernement de la R.S.S. d'Ukraine, comme de l'Union Soviétique, sont en pratique constitués par le parti et celui-ci, par postulat politique officiel, contrôle et dirige l'Etat. Mais le parti communiste de l'U.R.S.S. est un parti unique et centralisé ; le peuple ukrainien n'a pas de représentation particulière, indépendante dans le système du parti, donc, il ne détient aucun pouvoir politique supérieur, le parti commu-

niste de l'Ukraine ne jouit, conformément à son statut, que des droits d'une organisation régionale et ne dispose d'aucune autonomie. Dans ces conditions d'absolutisme idéologique et de toute-puissance du parti, cela implique une domination totale dans le pays des forces politiques russes et la transformation des Républiques non-russes de la fédération en provinces politiques de la Russie. En fait, la situation est exposée de manière encore trop optimiste, car les Républiques non-russes de l'U.R.S.S., exception faite de quelques éléments extérieurs du régime politique, ne disposent d'aucun des pouvoirs caractérisant un Etat souverain, ni dans le domaine intérieur ni dans les relations internationales. L'expression matérielle de cette situation est l'absence, chez les peuples non-russes, non seulement d'un parti librement organisé, mais aussi de ministères indépendants dans presque tous les domaines de la vie publique. Conformément à la première constitution de la fédération des Républiques soviétiques, puis de l'U.R.S.S., la vie culturelle des peuples de cette nouvelle fédération ne dépendait pas de la compétence des institutions fédérales et cette disposition a constitué un moyen important d'assurer la renaissance culturelle nationale des peuples opprimés par le tsarisme et un frein réel à l'expression du chauvinisme russe, qui, sur ce terrain nouveau, après avoir endossé la phraséologie socialiste, s'était manifesté dès les premières années du pouvoir soviétique.

Au début des années 20, les congrès du parti considéraient le nationalisme impérialiste russe comme un danger fondamental dans la vie idéologique et politique de la société soviétique. La contre-révolution stalinienne a mis fin à la consolidation politique des

peuples non-russes, liquidant en même temps leur indépendance culturelle. A l'heure actuelle, pour rétablir l'égalité de droits entre les peuples de l'U.R.S.S., il est nécessaire en premier lieu — c'est le minimum — d'enlever aux institutions fédérale de l'Union toute compétence sur la vie culturelle nationale et, évidemment, de renoncer à l'habitude anticonstitutionnelle de considérer l'Union Soviétique comme « Etat unique ». Une entière indépendance culturelle des peuples soviétiques engendrerait automatiquement des relations d'Etat à Etat entre les Républiques de l'Union, des relations entre elles et les pays étrangers, serait une manifestation de leur souveraineté et, d'une manière générale, enrichirait la vie sociale de la population soviétique et relèverait le prestige du socialisme. La vie économique des peuples de l'U.R.S.S., devrait aussi bénéficier des garanties matérielles et institutionnelles d'un Etat souverain. Un facteur très important de la pression assimilatrice exercée sur les nations non-russes est constitué par leur absence politique sur la scène internationale. Et, évidemment, toutes les conversations officielles internationales tenues au niveau fédéral devraient être conduites au nom des peuples soviétiques et non pas au nom d'un « peuple soviétique » fictif. Les droits politiques du peuple ukrainien — au cours de la dernière décennie — particulièrement après 1927, ont considérablement diminué. Le poids politique de l'Ukraine dans le cadre de l'U.R.S.S. a tellement baissé que les responsables politiques de la R.S.S. d'Ukraine, utilisent de plus en plus, au cours de leurs apparitions publiques, la langue russe et non l'ukrainien.

Les conditions idéologiques et politiques qui vien-

nent d'être évoquées, sont à l'origine de la médiocrité, du provincialisme de l'atmosphère culturelle nationale en Ukraine et provoquent l'asphyxie spirituelle du peuple ukrainien. Avant tout, elles abaissent le niveau intellectuel général, en particulier celui de l'intelligentsia, exercent une pression psychologique sur les capacités créatrices des individus — pour réduire la valeur, l'importance de leur champ d'activité —, et démoralisent la conscience civique. L'idéologie du « rapprochement », du dépérissement des nations, rend en principe impossible toute vie nationale des peuples non-russes, notamment dans le domaine de la culture car, freinant l'énergie créatrice du peuple, elle suscite la suspicion politique pour la moindre initiative sérieuse dans le domaine culturel national, subordonne le mouvement historique à une intention contraire à la vie, celle de l'extinction planifiée des nations.

Cette idéologie, mais aussi la dépendance politique directe à l'égard du centre russe, paralysent toute initiative culturelle des institutions représentatives des Républiques non-russes et rendent impossible toute discussion publique sur les questions nationales, sur les problèmes historiques de la vie nationale des peuples. Ce dernier aspect est le plus important facteur d'oppression culturelle nationale des peuples non-russes, car la culture englobe les relations entre les hommes. Pour les peuples de la fédération soviétique, qui avaient subi pendant longtemps une oppression nationale de la part de l'Etat russe, en particulier, et surtout, pour les Ukrainiens et les Biélorusses, que la Russie prérévolutionnaire ne reconnaissait pas officiellement comme ethnies particulières, un aspect historique très important existe dans la situation décrite

plus haut, à savoir l'existence d'un obstacle idéologique empêchant la liquidation des acquis assimilateurs du tsarisme russe et du stalinisme. L'idéologie de « l'internationalisation » des peuples de l'U.R.S.S., c'est-à-dire de l'extinction des nations soviétiques, est non seulement en contradiction avec l'idéologie de l'égalité en droits, de la liberté des nations, mais elle s'est opposée à la conception et à la politique de renaissance nationale. Elle a interrompu le processus de renaissance des peuples non-russes qui avait suivi la Révolution d'Octobre et exploite aujourd'hui les acquis assimilateurs du tsarisme et du stalinisme pour fonder « le peuple soviétique unique », sanctifiant aujourd'hui la russification, linguistique et physique, de l'appareil de l'Etat et du parti de la République d'Ukraine (pour ne parler que d'elle), la russification de l'enseignement, du cinéma, de la radio, de la télévision. La situation des différentes Républiques, pour des raisons historiques, n'est pas identique de ce point de vue mais la situation est très grave en Ukraine et en Biélorussie. La Russie prérévolutionnaire a laissé, en guise d'héritage, à l'Ukraine et à la Biélorussie, des villes russifiées, au point que, si l'on s'en tient au critère de la conscience nationale et de l'usage de la langue, les peuples ukrainien et biélorusse étaient constitués essentiellement par une population rurale et paysanne. Dans les années 1920, le parti a mené une politique d'ukraïnisation de l'appareil d'Etat et du parti, des responsables de l'enseignement et de la culture, exigeant des agents des institutions politiques et culturelles, la maîtrise de la langue ukrainienne et son utilisation dans l'exercice de leurs fonctions. On amorça une politique de soutien au développement de la cul-

ture ukrainienne. Dans ce cas, il ne s'agit pas d'une quelconque politique de générosité du nouveau pouvoir mais d'une renaissance historique des peuples non-russes. Un encadrement politique et culturel national commençait à émerger, une vie publique, ukrainienne par le fond et la forme, prenait corps. La langue ukrainienne était de plus en plus utilisée dans les branches scientifique et culturelle et, dans ces conditions, ne pouvait que se propager dans les populations des villes. Avec le développement industriel, la classe ouvrière se serait accrue grâce à l'arrivée de nombreux ruraux qui, dans un climat de respect pour la culture ukrainienne, ne se seraient pas russifiés mais auraient formé un milieu ukrainien. En un mot, le processus d'égalisation des structures sociales de la nation ukrainienne était en marche — résultat et facteur important de la renaissance nationale de notre peuple. La répression stalinienne a cassé ce processus. Les responsables politiques et culturels les plus importants et les plus précieux ont été éliminés physiquement. La terrible famine artificielle de 1933 qui a anéanti plusieurs millions d'Ukrainiens, la seconde guerre mondiale, puis de nouvelles répressions et une nouvelle guerre psychologique contre les Ukrainiens, sous couvert de lutte contre le prétendu nationalisme bourgeois ukrainien — tout cela a affaibli physiquement et psychiquement la nation et l'a replacée dans la situation qu'elle occupait en 1905. — L'Ukraine a perdu, dans une mesure décisive, son autorité politique, se transformant de nouveau en une marche de l'Etat russe. La première conséquence en a été la russification de l'appareil politique et des responsables culturels. En Ukraine occidentale, la situation semble meil-

leure grâce à la pression spontanée de la population ; par contre, en Ukraine orientale les habitants des villes ont reparlé le russe, qui a supplanté l'ukrainien dans toutes les institutions, à l'exception, peut-être, de quelques milieux spécifiques, comme celui des éditeurs d'art ou de l'Union des écrivains. Une personne parlant ukrainien ou un Ukrainien conscient de l'être, avait l'impression d'être un émigré dans les villes de l'Ukraine orientale. Dans de telles conditions, la population rurale ukrainienne s'installant dans les villes de l'Ukraine orientale se russifie, développant un complexe d'infériorité nationale et, même, un sentiment d'hostilité à l'égard de sa langue, de sa culture et souvent même à l'égard de toute son ethnie. Les chauvins aiment répliquer aux patriotes ukrainiens en ces termes : « Mais qui vous empêche de parler ukrainien ? » Comme si le problème se situait uniquement au niveau de la langue et d'une interdiction juridique. Mais d'ailleurs, sur le plan juridique, les fonctionnaires de l'Etat et du parti portent la responsabilité directe de la situation des langues nationales dans les institutions politiques de la République. L'égalité en droits des nations est proclamée mais peut-on parler d'égalité quand dans les villes de l'Ukraine orientale, un Ukrainien ne peut parler sa langue maternelle en dehors du cercle familial, car il en est empêché par des facteurs psychologiques, mais aussi par la méconnaissance générale de l'ukrainien par les fonctionnaires.

La politique d'« internationalisation » a pour conséquence l'élimination de la langue ukrainienne de toutes les sphères de la vie publique. On estime qu'il n'y a pas de langue officielle unique en U.R.S.S., pourtant, c'est le cas en Ukraine et, sans doute, en

Biélorussie. Dans notre République, le russe joue, dans une grande mesure, le rôle de langue officielle et si l'on s'en tient à ce critère, les Ukrainiens sont transformés en minorité nationale, alors que, d'après le recensement de 1970, ils constituent numériquement 74,9 % de la population de l'Ukraine (les Russes — 19,4 %).

Alors que, dans les années 60, la direction du parti de la République, avec à sa tête P. Y. Chelest, a essayé de redresser la situation et d'apporter le soutien de l'Etat à la langue ukrainienne, aujourd'hui, les autorités supérieures de la République, en tout premier lieu le secrétaire du comité central du parti communiste ukrainien, V. Chtcherbytsky, en parlant le russe, prennent ostensiblement leurs distances avec la population ukrainienne, symbolisant le renouveau du pouvoir russe sur le territoire de la R.S.S. d'Ukraine. Cette utilisation du russe dans leurs interventions est anticonstitutionnelle, anti-ukrainienne et injurieuse pour la dignité nationale du peuple ukrainien. Si l'on tient compte de la suprématie des forces russes ou russifiées dans les institutions de l'Etat, du parti, de la culture, cette pratique peut être considérée comme un véritable encouragement à une offensive impérialiste contre les Ukrainiens, comme un appel à une élimination encore plus sensible de la langue ukrainienne de la vie quotidienne.

Les conséquences ne se sont pas fait attendre. Le nombre de publications scientifiques en ukrainien a considérablement chuté, les entreprises ukrainiennes d'édition impriment maintenant, pour les écoles, les classiques étrangers en russe. A la télévision, les émissions en russe sont de plus en plus nombreuses. Et

même les héros du feuilleton « Bonne nuit, les enfants » parlent en russe. Même phénomène au théâtre d'opérette de Kiev. Le journal « Dnipro-Soir » à Dnipropetrovsk suit le mouvement. L'association « Connaissance » publie déjà une partie de sa production en russe. Toutes les activités visibles dans les rues de Kiev ont été encore plus russifiées. Il n'existe pas de cinéma en langue ukrainienne, ce qui, après la russification de l'appareil d'Etat, est l'un des moyens les plus importants de la pression assimilatrice exercée sur les Ukrainiens. On peut dire la même chose de la radio, de la télévision. La russification de nos établissements pré-scolaires et de notre enseignement a été poussée très loin. A Kiev, par exemple, où les Ukrainiens constituent la majorité de la population, le nombre d'écoles maternelles ukrainiennes et d'écoles, en général, est très limité et elles n'ont d'ukrainien que l'étiquette, en particulier les écoles maternelles.

Les enseignants des écoles ukrainiennes de Kiev parlent entre eux et avec les élèves en russe, provoquant chez les enfants un mépris pour la langue et la culture ukrainiennes. Les activités parascolaires des écoles ukrainiennes sont menées, généralement, en russe. L'administration se désintéresse du problème de la langue dans les écoles ukrainiennes. Beaucoup d'enseignants, dans les écoles ukrainiennes, même les professeurs de langue et littérature ukrainiennes, connaissent mal l'ukrainien. C'est la conséquence de la russification de nos établissements d'enseignement supérieur et de l'absence de personnel pour former les cadres de l'enseignement ukrainien. Naturellement, les données statistiques manquent sur le nombre d'écoles ukrainiennes dans les villes de la République, sur

le nombre d'élèves dans les écoles russes et ukrainiennes et plus précisément dans les classes russes et ukrainiennes — car beaucoup d'écoles ukrainiennes sont en réalité bilingues : la moitié des classes, et parfois plus, sont russes, ce qui conduit à faire les cours en russe dans toute une série de matières, même dans les classes ukrainiennes. De telles données ne sont publiées nulle part, sans doute constituent-elles dans notre R.S.S. d'Ukraine souveraine, un secret d'Etat. Les rechercher et les obtenir par des moyens indirects, je n'en ai pas maintenant la possibilité. D'ailleurs, cette situation crève les yeux des gens honnêtes. Du reste, même les statistiques ne peuvent rendre compte de l'ampleur de la russification menée par le parti, d'une situation dans laquelle la langue ukrainienne, même dans le domaine de l'ensemble de l'enseignement, joue un rôle temporaire de décor. Mais le plus important et le plus effrayant est que cette situation est officiellement considérée comme normale. Il devient même possible de se glorifier de la russification de l'enseignement des peuples non-russes : voir, par exemple, le livre de K. Kh. Khanazarov « Solution du problème des langues nationales en U.R.S.S. » (M. 1977). Voici ce que l'auteur écrit à propos de la Biélorussie « Dans la R.S.S. de Biélorussie, d'après le recensement de 1970, les Russes forment 10,4 % de la population, les écoles de langue russe, au cours de l'année scolaire 1972-1973, rassemblaient, par contre, 51,4 % d'élèves et 97,6 % dans les villes de la République ». Voilà un exemple de « l'épanouissement » de l'enseignement biélorusse !

Dans l'exposé de l'ancien ministre de l'enseignement supérieur, Y. Dadenkov, au conseil des recteurs

des établissements ukrainiens d'enseignement supérieur, qui s'est tenu vers la fin des années 1960 sur l'initiative du comité central du parti communiste ukrainien, pour délibérer de la situation de la langue ukrainienne dans l'enseignement supérieur, on peut noter que, dans l'enseignement supérieur et secondaire spécialisé, la nation ukrainienne ne jouit pas de l'égalité en droits (exposé connu de la population par « samvydav\* »). Je rappelle, que d'après le recensement les Ukrainiens représentaient en 1970 74,9 % de la population de la R.S.S. d'Ukraine, par contre ils ne formaient que 55 % des étudiants des établissements d'enseignement supérieur et secondaire spécialisé, et 50 % des professeurs titulaires. Dans les universités, les étudiants ukrainiens constituaient 61 % des élèves et les professeurs 56 %. Dans les universités, 34 % des professeurs faisaient leurs cours en ukrainien. En particulier, à l'université de Kharkiv, 13 % des professeurs étaient dans ce cas, et 10 % seulement à Odessa (pour 55 % d'étudiants ukrainiens). Dans l'exposé, on précisait que même à Oujhorod, où les étudiants ukrainiens formaient 71 % de la population estudiantine, les cours étaient donnés en ukrainien seulement par 43 % des professeurs. L'institut d'économie de Kiev, l'institut de droit de Kharkiv, lit-on dans l'exposé, sont « les seuls établissements d'enseignement supérieur en Ukraine, préparant des spécialistes pour les institutions juridiques et les organismes du plan, dont les activités, conformément à la constitution de la R.S.S. d'Ukraine, se réalisent en ukrainien ». Parmi les étudiants de l'institut d'économie de Kiev, il y a

---

\* Samvydav = Samizdat.

78 % d'Ukrainiens ; au cours des cinq dernières années 90 % des diplômés ont obtenu une affectation sur le territoire de la R.S.S. d'Ukraine, mais seulement 5 % des enseignants donnent ici leurs cours en ukrainien ; 85 % des diplômés de l'institut juridique de Kharkiv restent travailler en Ukraine, mais dans l'Institut, « tout le processus d'enseignement se conduit en russe ». Sur les 36 instituts techniques, dépendant du ministère de l'enseignement supérieur et secondaire spécialisé de la R.S.S. d'Ukraine, dans 6 instituts, les cours sont dispensés dans les deux langues — ukrainienne et russe — et dans les 30 autres, exclusivement en russe. Dans l'institut technique des bois et forêts de Lviv, les Ukrainiens représentent 50 % des étudiants, 70 % des professeurs font leurs cours en ukrainien. Dans l'institut de Poltava, formant les ingénieurs en bâtiment, il y a 91 % d'étudiants ukrainiens, mais aucun cours n'est donné en ukrainien. Dans l'institut polytechnique de Kiev, plus de 65 % des étudiants sont ukrainiens, près de 60 % des professeurs également, mais aucun cours n'est dispensé en ukrainien. Dans l'institut polytechnique de Lviv, la proportion d'étudiants et de professeurs ukrainiens est sensiblement la même qu'à l'institut polytechnique de Kiev, la langue ukrainienne y est utilisée par 30 % des enseignants. Dans les huit universités de la République, près de 70 % de l'ensemble des disciplines enseignées ne disposent pas de manuels en ukrainien. Dans beaucoup d'établissements d'enseignement supérieur le travail d'éducation idéologique des étudiants se fait exclusivement, ou surtout, en russe.

Dans notre pays — déclare l'orateur — s'est instaurée, sans raison, une sorte de règle, non écrite,

mais validée par la pratique, qui fait que les réunions des conseils d'enseignement, les soutenances de thèse de licence ou de doctorat se déroulent en russe, comme si dans ces cas, l'ukrainien ne pouvait donner satisfaction. La même remarque peut être faite à propos de l'organisation de toutes sortes de réunions étudiantes, de conférences, de discussions, d'exposés, de rencontres avec des personnalités éminentes. Dans la vie courante, dans son travail, chaque enseignant, chaque étudiant peut utiliser la langue de son choix — c'est son droit.

Mais en ce qui concerne les interventions officielles et collectives, la documentation et le courrier, nous devons nous en tenir rigoureusement — précisait-on dans l'exposé — à la langue du peuple ukrainien — c'est notre devoir constitutionnel d'Etat.

L'examen des publications de littérature pour les établissements d'enseignement supérieur, consignées dans l'annuaire statistique « La presse dans la R.S.S. d'Ukraine 1918-1975 » (Kharkiv. 1976), permet de juger du degré de russification de l'enseignement supérieur ukrainien. En 1975, sont sorties en Ukraine, 112 publications en ukrainien, tirées à 348 000 exemplaires, contre 502 publications en russe, tirées à 1 308 000 exemplaires.

L'abandon de la langue est la conséquence de notre dépendance nationale et politique, de notre manque de liberté, de circonstances qui se traduisent négativement dans l'atmosphère culturelle ukrainienne, renforçant l'influence assimilatrice exercée sur les Ukrainiens. Comme avant la révolution, les impérialistes russes continuent à orienter la culture ukrainienne vers une seule voie de développement — de pré-

férence de caractère littéraire, artistique, ethnographique, vers le publicisme. D'après les données de l'annuaire cité plus haut « La presse dans la R.S.S. d'Ukraine », en 1975, sont sorties en Ukraine, 454 éditions de littérature scientifique soit 3 249 000 exemplaires en ukrainien, contre 1 829 éditions, soit 4 859 000 exemplaires en russe. La différence moins sensible dans les tirages, s'explique par le fait qu'une partie importante de la production ukrainienne est constituée par des ouvrages de vulgarisation scientifique dont les tirages, naturellement, sont plus importants. L'annuaire reflète l'évolution suivante, en matière de publications de littérature scientifique en ukrainien et en russe (le premier nombre suivant l'année donne le nombre de publications en ukrainien, le second les publications en russe) :

1946 : 128-86 ; 1950 : 200-216 ; 1960 : 326-388 ;  
1970 : 472-947 ; 1975 : 454-1 829. L'annuaire établit le tableau suivant, sur les aspects particuliers de la production :

Sciences de la nature et mathématique : 1950 : 211-41 ; 1959 : 213-155 ; 1960 : 182-239 ; 1970 : 228-427 ; 1972 : 284-585 ; 1974 : 224-742 ; 1975 : 189-773.

Technique, industrie, transport, communication et médecine : 1975 : 64-319.

Education physique et sport 1975 : 17-25. On pourrait penser que la russification des publications agricoles ne trouverait aucune justification, même idéologique. Mais, même dans ce domaine, la production en langue russe l'emporte. Curieusement, la rupture s'est produite après 1972 : 1970 : 367-255 ; 1971 : 397-322 ; 1972 : 500-493 ; 1973 : 386-378 ; 1974 : 363-400 ; 1975 : 356-516.

Pour l'instant, les éditions en ukrainien l'emportent en linguistique, en littérature, en art, et encore, dans une proportion qui ne correspond pas au pourcentage d'Ukrainiens vivant sur le territoire de la R.S.S. d'Ukraine.

Donc, la vie spirituelle d'expression ukrainienne est délibérément limitée au domaine spécifiquement ethnique, dans le but de transformer notre peuple en une masse ethnographique, naturellement, beaucoup plus perméable à la russification. Les faits sont trop évidents et univoques pour que l'on puisse les passer sous silence, en annonçant démagogiquement un « épanouissement » national et culturel. Aussi la propagande officielle s'efforce-t-elle de justifier en théorie la russification des activités d'éditions, par « le partage du travail dans le cadre de l'Union », par « le partage librement consenti des charges entre la langue internationale et les langues nationales » (voir : K. Kh. Khanazarov. Ouvrage cité — pages 22 et 121).

Que l'affirmation du caractère volontaire de ce partage reste sur la conscience du professeur Khanazarov, je me contenterai d'évoquer ici un exemple récent de ce « libre consentement » des peuples non-russes.

La limitation brutale du nombre des publications en ukrainien s'est produite après 1972 : sur la base d'une fausse accusation d'agitation et de propagande antisoviétiques de nombreux représentants de l'intelligentsia ukrainienne ont été arrêtés, le premier secrétaire du comité central du parti communiste ukrainien, P.Y. Chelest a été limogé, et une purge a été entreprise parmi les cadres de l'Etat, du parti, de la science. Ce partage des « charges fonctionnelles » entre

les langues russe et ukrainienne est en réalité un partage de sphère d'influence entre les cultures russe et ukrainienne. Il vise à détruire les structures vivantes de la vie spirituelle de notre nation, à amoindrir le prestige culturel de notre peuple ; son objectif est de supprimer l'autosuffisance du processus culturel ukrainien, de le réduire au rôle auxiliaire de propagandiste de « l'internationalisation », au rôle d'enseigne que l'on peut enlever à tout moment pour la remplacer par une autre. De fait, l'atmosphère culturelle ukrainienne, créée d'autorité par la politique de l'Etat, n'assure pas aux Ukrainiens une vie spirituelle pleine et entière, elle ne peut satisfaire tous leurs besoins spirituels. On crée un climat qui rend la langue ukrainienne inutile et la langue russe absolument nécessaire, plaçant chaque individu, habitant du plus lointain village de montagne ou de la capitale, dans une atmosphère de culture russe. Les informations politiques et culturelles courantes sont beaucoup plus pauvres en ukrainien qu'en russe (comparons, par exemple, les programmes de télévision russes et ukrainiens).

Naturellement, tous les groupes ethniques englobés dans un Etat multinational, — comme l'U.R.S.S., — n'ont pas la possibilité de se placer sur un pied d'égalité avec les grandes nations, en ce qui concerne la quantité relative de leurs publications ou l'extension du champ de leur activité scientifique et culturelle. Les besoins sont déterminés par l'importance numérique du peuple. Il s'agit simplement de laisser ces besoins se créer librement, dans une atmosphère de liberté nationale, d'indépendance et d'abord vis-à-vis des « lois objectives » élaborées dans les cabinets

gouvernementaux impérialistes de la nation dominante. En ce qui concerne ma Patrie, l'Ukraine, aucune démagogie ne pourra justifier des « charges linguistiques fonctionnelles », ni dans le domaine de l'activité spirituelle en général. L'importance numérique de notre peuple, la puissance économique de notre République, nous donne la possibilité objective de créer, par nos propres forces et sous des formes personnelles, en particulier ukrainiennes, des structures valables pour assurer la vie spirituelle de la nation et en cela se placer sur le même plan que la société russe, ne le céder en rien aux autres peuples politiquement indépendants.

Ce « partage du travail » évoqué plus haut, a des répercussions particulièrement néfastes dans le domaine des sciences humaines : les chercheurs russes s'occupent de problématique scientifique, alors que les chercheurs ukrainiens sont chargés de sujets de publiciste, qu'il leur est affecté le rôle accessoire de propagandiste politique. Naturellement, il est question ici non pas d'exemples isolés mais de l'atmosphère générale, de la tendance directrice du développement culturel de la société ukrainienne. Comparez, disons, « Problèmes historiques » (périodique russe) et « Revue historique ukrainienne », « Problèmes philosophiques » (russe) et « Pensée philosophique » (ukrainien), « Problèmes littéraires » (russe) et « Connaissance littéraire soviétiques » (ukrainien).

Une certaine coordination de l'activité scientifique dans le cadre d'un Etat fédéral est possible et utile, mais en aucun cas au prix de l'indépendance spirituelle des peuples non-russes, de la qualité et de l'autosuffisance de leur vie socio-culturelle. Du reste, l'importance numérique du peuple, les conditions géographi-

ques naturelles, les traditions historiques et les besoins nationaux auraient d'eux-mêmes assuré la répartition des recherches entre les républiques, dans le domaine des sciences de la nature et de l'économie, alors que les recherches en sciences humaines ne peuvent absolument pas être « réparties », car c'est une des sphères fondamentales de l'activité où s'exprime la vitalité historique d'une nation, son originalité et le caractère organique de son développement. Et c'est là, justement, le fond du problème, car la politique nationale du parti communiste de l'Union Soviétique s'efforce de détruire cette originalité et créer une « nouvelle communauté historique ».

La situation dans le domaine de la science historique, de l'étude du passé du peuple ukrainien, de la maîtrise par la nation de son héritage historique, en particulier, culturel, c'est-à-dire partout où il ne peut y avoir aucune « répartition », aucun échange de sujet de l'activité spirituelle, cette situation, donc, témoigne éloquemment des implications impérialistes et colonialistes de la conception et de la politique de la répartition des tâches dans le domaine de la science et de la culture. L'Ukraine a été un centre de la vie culturelle et politique des Slaves orientaux, à l'époque de la Rouss Kiévienne, mais les recherches et la maîtrise spirituelle de cette époque de l'histoire des Slaves orientaux, et plus spécialement des Ukrainiens, sont assurées surtout par des Russes. Ces études particulièrement actives et approfondies ces derniers temps ont été menées de telle sorte que les Ukrainiens et les Biélorusses ont été exclus de l'histoire de cette période. Une étude objective et profonde de l'histoire plus récente de l'Ukraine est pratiquement impossible dans

le cadre de la conception historiographique actuelle de « l'unification » et de la lutte contre « le nationalisme bourgeois ukrainien ». Mais, même en dehors de cela, notre héritage historique est enseigné de manière peu satisfaisante et peu vulgarisé. Les cours soviétiques d'histoire de l'Ukraine concernent surtout le développement socio-économique de notre pays, alors que le développement socio-politique et culturel est éclairé beaucoup trop superficiellement, de manière primitive et tendancieuse. Cette histoire politique et culturelle était beaucoup mieux traitée dans la Russie tsariste que dans la R.S.S. « souveraine » d'Ukraine. A la fin du XVIII-XIX<sup>e</sup> siècles, on imprimait des chroniques du XVII-XVIII<sup>e</sup> siècles — de Samovydets, de T. Hrabjanka, de S. Velytchka. En 1926, l'Académie des Sciences de la R.S.S. d'Ukraine a publié le premier tome des chroniques de S. Velytchka.

L'« internationalisation » de Staline a mis fin à cette entreprise. Ce n'est qu'en 1970 que l'Institut d'histoire de l'Académie des Sciences de la R.S.S. d'Ukraine a repris la publication des chroniques ; seuls deux livres : « Chroniques de Samovydets » et « Chroniques de Lviv et le Chroniqueur d'Ostrov » ont réussi à paraître. Il était prévu deux éditions parallèles des chroniques — une édition savante et une édition de vulgarisation, dans une traduction en langue littéraire actuelle. Mais la nouvelle vague d'« internationalisation » a interrompu le travail.

Après une première mise en circulation en 1972, la publication de la revue annuelle « Antiquités de Kiev », qui devait renouveler la revue publiée avant la révolution « Antiquités de Kiev » (en russe), s'est arrêtée. Les œuvres de D. Javornytsky dorment tou-

jours ainsi que les trois tomes de documents de la confrérie de Cyrille et Méthode, pour lesquels une souscription avait déjà été réalisée. Étrange mais réel : le programme de lutte contre le servage élaboré par cette organisation politique ukrainienne du milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, qui préconisait aussi la création, sur une base d'égalité, d'une fédération de républiques slaves, s'est révélé par trop effrayant pour la R.S.S. d'Ukraine.

La publication d'un essai historico-ethnographique « Les Ukrainiens », annoncé dès 1959, n'est toujours pas réalisée.

Les œuvres de M. Hrouchevsky étaient imprimées dans la Russie tsariste, aujourd'hui elles sont conservées dans les archives et retirées des bibliothèques privées à l'occasion de perquisitions. — Dans les années 1950-1960 sont parues les œuvres en plusieurs tomes des historiens russes prérévolutionnaires, V. Klioutchevsky et de S. Soloviov qui ne reconnaissent ni les Ukrainiens ni les Biélorusses, comme peuples particuliers. M. Hrouchevsky, qui a rectifié la conception russe de l'histoire des Slaves orientaux, est considéré par l'historiographie soviétique comme un ennemi et un traître au peuple ukrainien.

Ce sont seulement quelques exemples isolés de notre position sur la question de la culture historique du peuple ukrainien. Une analyse professionnelle précise, ferait apparaître que dans le cadre de l'U.R.S.S., les Ukrainiens ne disposent pas des mêmes droits culturels nationaux que les Russes.

La propagande officielle aime évoquer les chiffres des publications en ukrainien parues sous le pouvoir soviétique, en particulier celles des œuvres des écri-

vains classiques ukrainiens. Les chiffres sont, certes, importants, mais ils ne prennent toute leur signification que dans leur contexte, en l'occurrence — l'atmosphère socio-politique et culturelle, le processus de développement national et politique. D'une part, l'essentiel des publications de culture générale en ukrainien, est constitué par des œuvres de propagande, en particulier des écrits contre « le nationalisme bourgeois ukrainien », c'est-à-dire des publications qui exercent, en réalité, une action anti-ukrainienne. D'autre part, les impérialistes russes contemporains ne peuvent vraiment pas déclarer à la face du monde : « L'Ukraine n'a pas existé, elle n'existe pas et elle ne pourra pas exister » ou sous une forme plus actuelle : « Je doute fort qu'elle ait existé, elle existe un peu aujourd'hui mais elle ne le devrait pas » ; ils doivent tenir compte de l'existence d'un peuple ukrainien de 50 millions d'individus et de sa culture séculaire. Quant à l'héritage des écrivains ukrainiens, c'est le fond du problème, il n'est publié que par extraits et commenté de manière tendancieuse, du point de vue des besoins idéologiques du nationalisme impérialiste russe.

Depuis l'instauration du pouvoir soviétique, seules les œuvres d'un écrivain ont été publiées de manière exhaustive — celles de T. Chevtchenko. Il est assez caractéristique qu'après 1972, les différentes éditions du « Kobzar » (« Joueur de Kobza ») aient été expurgées des poèmes dirigés contre la politique impérialiste de la Russie. La propagande du parti exploite activement, pour les besoins de sa lutte contre le nationalisme bourgeois ukrainien, les noms de I. Franko, L. Oukrainka, P. Hrabovsky et ceux d'autres écrivains ukrainiens, révolutionnaires et démocrates, mais leurs

œuvres à thème national ne sont pas publiées. Que dire des figures moins importantes et plus éloignées du courant révolutionnaire? Les artisans du mouvement littéraire et social de la période soviétique des années 20 ont été soigneusement sélectionnés. Des personnalités de l'envergure de V. Vynnytschenko, de M. Khvylovy, n'ont pas été retenues.

En examinant le passé politique et national de l'Ukraine, depuis la Rouss de Kiev jusqu'à l'époque des répressions staliniennes, on s'aperçoit que la position politique et nationale de ces militants ukrainiens garde toute son actualité et de ce fait subit une censure très sévère. Ce facteur atteste, de manière particulièrement convaincante, que notre réalité nationale actuelle se forge non pas organiquement, non pas par la voie d'un libre développement interne, mais sous la pression de forces extérieures, du nationalisme impérialiste russe. Ce n'est pas par hasard que les Russes se basent sur d'autres principes méthodologiques pour éclairer leur propre passé historique et culturel — critères du patriotisme national, de l'indépendance politique de leur Patrie, de l'historicité, de la variété des aspects du processus culturel... Ils ne rejettent ni l'archiprêtre Avvakoum ni les slavophiles, ni I. Bou-nine ni M. Boulgakov de leur patrimoine. Aujourd'hui, la « Garde Blanche » de M. Boulgakov est non seulement imprimée librement, mais de nombreuses séries télévisées tirées de ce livre sont diffusées sur l'ensemble de l'Union, bien qu'elle soit clairement anti-ukrainienne.

Les conditions politiques qui contribuent à couper le peuple ukrainien de son héritage historique, culturel, politique et national, ne permettent pas au peu-

ple ukrainien d'apprendre à se connaître et dans le cadre du mouvement historique actuel, d'analyser la conjoncture sociale actuelle, du moins dans une mesure comparable à la Russie. En Ukraine, l'autorisation de s'exprimer sur l'économie, la culture, l'administration de la société, le milieu naturel, les mœurs, l'éthique et la morale, sur tous les aspects de la vie, est beaucoup moins large qu'en Russie. La situation est idéalement illustrée par une comparaison entre « La revue littéraire » (russe) et « L'Ukraine littéraire » (ukrainien). La revue russe n'a besoin d'aucune recommandation. « L'Ukraine littéraire » non plus, car elle est ouvertement et « ostensiblement » primaire, vulgaire, peu intéressante, mal informée, et s'adonne à une propagande étroite ; elle est, en définitive, par sa coloration socio-culturelle un organe de l'appareil du parti, c'est-à-dire elle est l'organe non d'une organisation créatrice, mais d'un appareil de gouvernement, se plaçant en dehors de la communauté. Quant à moi, je la considère comme la « feuille de chou » d'une certaine institution destinée à traquer l'intelligentsia ukrainienne. Elle reflète également le niveau de créativité de nos intellectuels autorisés à avoir une activité publique.

Je dis bien « autorisés », car la situation présente est le résultat de l'influence désastreuse des conditions culturelles idéologiques et politiques sur la qualité des cadres culturels nationaux. Le « partage du travail », dans les domaines scientifique et culturel, conduit à la diminution du nombre des intellectuels ukrainiens spécialistes des sciences humaines. La situation est aussi le résultat d'un choix sévère de ces cadres, selon des critères qui, pour s'exprimer modérément,

ne sont pas favorables aux individus créateurs, sans parler de ceux qui se distinguent par une conscience civique développée et des sentiments patriotiques nationaux, éléments sans lesquels une culture ne peut se développer.

Voici encore un exemple incroyable de l'« épauouissement » de la culture ukrainienne : dans le théâtre académique ukrainien I. Franko de Kiev, les répétitions ont lieu... en russe, c'est-à-dire que le texte de l'œuvre est dit en ukrainien mais le metteur en scène et les acteurs discutent entre eux en russe. D'où il ressort que pour le collectif du théâtre servir la culture ukrainienne est un service de fonctionnaire, un moyen de gagner sa vie. C'est pourquoi il ne faut pas s'étonner que dans la bouche des acteurs de ce théâtre, la langue ukrainienne sonne fausse, artificielle, que d'énormes russismes surgissent dans les textes et des fautes du genre « Merci vous ». Il est clair que dans de telles conditions, on ne peut parler de perfection artistique des spectacles.

Il n'existe pratiquement pas d'acteurs de langue ukrainienne dans les studios de cinéma O. Dovjenko, dans le théâtre d'opéra et dans le ballet de Kiev. Dans le théâtre d'opérette de Kiev, personne ne parle ukrainien en dehors de la scène (aujourd'hui, les spectacles en ukrainien y sont exceptionnels). Entrez dans les locaux de la radio et la télévision ukrainiennes — et vous plongez dans un bain de russe. La radio, la télévision, la presse écrite, les livres ukrainiens regorgent de fautes grossières. A ce sujet, l'exposé de Y. Dadenkov cité plus haut, donnait la précision suivante, sur la formation des journalistes ukrainiens : « Pourtant, il existe des spécialités dont l'essence, la nature,

la destination exigent que la préparation du futur professionnel soit faite en ukrainien. Malheureusement, même dans ces cas, se produisent des faits tout à fait inexplicables dûs peut-être à l'indifférence des titulaires de chaires et des directeurs d'établissements d'enseignement supérieur. Par exemple, à l'université de Kiev et à l'Institut polygraphique ukrainien, on prépare des cadres au journalisme. Il est de fait que la presse, la radio, la télévision, la publication de livres dans la République sont prévues en langue ukrainienne. Cependant, dans les deux établissements considérés, la plus grande partie des disciplines enseignées aux futurs journalistes et rédacteurs est dispensée en russe, notamment les sciences sociales, la littérature étrangère, la logique, l'initiation à la littérature. Mieux encore, à l'université de Kiev — section de philologie ukrainienne — certaines disciplines sociales, par exemple les fondements du communisme scientifique, sont également enseignés en russe. Cela, pour s'exprimer modérément, est irrationnel et déraisonnable.

Oui, selon les critères de l'égalité en droits des nations, cet état de fait est anormal, mais du point de vue de l'idéologie du rapprochement et de la fusion des nations, de l'objectif impérialiste du nationalisme russe, cette politique est logique et naturelle. Car il s'agit justement, d'éduquer et de choisir, pour assurer le travail culturel et scientifique en Ukraine, des individus indifférents à la culture ukrainienne, au destin national du peuple ukrainien. De grands succès ont déjà été remportés sur cette voie. Aux faits déjà évoqués, je vais en ajouter quelques autres. La direction politique ukrainienne, avec à sa tête P.Y. Chelest, ne pouvait pas et ne disposait pas de l'autorité néces-

saire pour résoudre des problèmes culturels locaux, mais l'on sait aussi que l'ukraïnisation des établissements d'enseignement supérieur s'est heurtée à l'opposition des professeurs et enseignants indifférents à la culture ukrainienne. Dans les instituts de recherches en sciences humaines de l'Académie des Sciences de la R.S.S. d'Ukraine, de nombreuses personnes sont dépourvues non seulement de sentiment patriotique ukrainien, mais d'une véritable curiosité scientifique ; or ce sont elles qui créent l'atmosphère civique et scientifique dans les collectifs de recherches, dans lesquels, même dans les instituts de linguistique et de littérature, les travailleurs de langue russe l'emportent. Dans l'Institut d'histoire, il ne reste pratiquement personne pour qui l'ukrainien serait la langue de réflexion et d'utilisation courante. Le directeur de l'institut, Y. Kondoufor ne connaît même pas l'ukrainien. Son prédécesseur, A. Cheveliev, n'utilisait que le russe, et il a créé dans l'institut une atmosphère qui a obligé les quelques personnes qui jusqu'alors parlaient ukrainien, à passer au russe. L'institut est dirigé non pas par des spécialistes ou des scientifiques, mais par des fonctionnaires du parti. La situation de l'encadrement n'est guère meilleure dans les autres instituts. Le directeur de l'Institut de l'histoire de l'art, de l'ethnographie et du folklore, qui a pris la suite de A. Rylsky, a été un spécialiste de littérature, M. Syvatchenko, remplacé par un non-professionnel, S. D. Zoubkov, peu connu, pour ne pas dire plus, dans le domaine scientifique. L'Institut de littérature, après O. Biletsky, a été longtemps dirigé par un staliniste connu, sociologue primaire, traqueur d'écrivains ukrainiens, M. Chamota, figure honnie du mouvement socio-culturel

ukrainien de l'après-guerre. Le successeur de M. Chamota, J.O. Dzeverine fait des recherches scientifiques mais à thématique étroite ou à caractère de propagande (l'engagement de parti dans la littérature). L'Institut d'archéologie était dirigé par un archéologue F. P. Chevtchenko ; il a été remplacé par un archéologue de Léningrad, peu connu. Le rédacteur de « L'Ukraine littéraire », le journaliste V. Vynohradsky, (même pas membre de l'Union des écrivains !) envoyé de Ternopil après 1972, est inconnu dans le domaine de la recherche.

D'après les déclarations de V.V. Chtcherbytsky, « parmi les cadres dirigeants de notre république, on peut estimer à 70,4 % le pourcentage d'Ukrainiens, 27,1 % de Russes, 2,5 % de représentants des autres nationalités » (voir « La revue historique ukrainienne » n° 2, 1979, page 9), donc le pourcentage d'Ukrainiens y est proportionnellement inférieur à celui des Ukrainiens dans l'ensemble de la population de l'Ukraine (74,9 %) alors que celui des Russes est supérieur (19,4 %). Il est question ici de la République entière, mais si l'on ne considère que le secteur politique ayant des responsabilités supérieures — les villes, en particulier les centres politico-culturels représentatifs — les Russes y sont, sans conteste, encore plus nombreux, surtout dans les domaines de la science, culture, enseignement. Cette tendance se manifeste clairement dans les situations de crise politique. Ainsi, après 1972, à la tête des instituts d'études sociales de l'Académie des Sciences de la R.S.S. d'Ukraine, se sont produits les changements suivants : Institut d'histoire : A. Skaba remplacé par A. Cheveliev ; Institut du folklore : M. Syvatchenko par S. Zoubkov ; Institut de littéra-

ture : M. Chamota par I.O. Dzeverine ; La revue : « Connaissance littéraire soviétique » va être dirigée par V. Bilaïev, secrétaire pendant de longues années d'une organisation du parti — le secteur de la littérature prérévolutionnaire, par B. Derkatch qui a fait ses études à la faculté de philologie russe, dont le sujet de thèse concernait la littérature russe et qui, pour ne pas dire moins, a peu contribué au progrès de la connaissance de la littérature ukrainienne. D'après ses rédacteurs, il multiplie les efforts pour faire passer au crible les 50 tomes de l'œuvre d'I. Franko. Institut d'archéologie aux mains de I. Artemenko (nom en — enko, mais en provenance de Léningrad — ne parle que le russe). Institut d'économie : P. Bahry remplacé par I. Loukinov. Des Russes dirigent également l'Institut de recherches sociales et l'Académie d'agriculture. Après 1972, les directeurs ukrainiens de toute une série d'écoles de Kiev ont aussi été remplacés par des Russes. Les présidents des filiales régionales de l'Union des Ecrivains ont été choisis là où les conditions s'y prêtaient, surtout dans les filiales de l'Ukraine méridionale, parmi les écrivains qui s'expriment en russe.

Du reste, dans les conditions d'absolutisme idéologique et politique où nous vivons, les problèmes sont réglés par la direction politique du centre russe. Non seulement en ce qui concerne l'idéologie et la politique nationales générales du parti communiste de l'Union Soviétique, mais aussi en ce qui concerne les décisions directes prises par les organes moscovites du pouvoir politique.

Par une voie non officielle, l'opinion publique a appris que, pendant une session du comité central

du parti communiste de l'U.R.S.S., en décembre 1971, au cours d'une discussion sur le travail effectué par la section de Lviv la direction régionale s'est vue reprocher le trop faible nombre d'écoles russes dans la région de Lviv. Au cours des dernières années, suivant les ordres donnés par le Ministère de l'enseignement supérieur de l'U.R.S.S., l'Ukraine s'est vue interdire la publication de manuels particuliers, sauf de manuels de langue et littérature ukrainiennes. De même, la publication de monographies scientifiques en ukrainien est limitée essentiellement à une thématique ethnique. Depuis 1973, la commission supérieure d'attribution des titres n'accepte plus d'examiner les thèses en ukrainien. Il est clair que les candidats ukrainiens sont en situation d'infériorité par rapport aux candidats russes ; ils ont deux fois plus de travail puisqu'on les incite à écrire leur thèse en russe. On a également changé les références thématiques des spécialités au moment de l'exposé des thèses : auparavant, à la suite des caractères, on indiquait, par exemple, « littérature ukrainienne », maintenant la spécialité est désignée d'une manière plus « internationale » — « la littérature des peuples de l'U.R.S.S. et ce n'est qu'en pensée que l'on précise : « ukrainienne ».

Cette épuration du langage officiel de tout ce qui peut symboliser l'activité propre des peuples non-russes, permet de penser que l'usage du russe par les représentants du pouvoir politique de la R.S.S. d'Ukraine, le soin avec lequel ils évitent le terme de « peuple ukrainien », sont aussi les conséquences d'une intervention extérieure.

Revenant à la question de la place des Ukrainiens

dans la production spirituelle de la R.S.S. d'Ukraine et de la valeur des cadres culturels nationaux, nous devons conclure tristement que, après 60 ans d'une soi-disant souveraineté nationale, le peuple ukrainien n'a pas d'intelligentsia nationale de qualité ni de responsables nationalement conscients dans les domaines de la science, de la culture, de l'enseignement. Les conditions politiques et nationales, le cantonnement des sciences humaines ukrainiennes à une thématique de second plan, empêchent la formation en Ukraine de savants hautement qualifiés, l'apparition d'une atmosphère d'exigence scientifique, d'honnêteté civique et de responsabilité historique vis-à-vis du climat spirituel de la société et du devenir de la nation. Sur ce plan, la situation en Ukraine ne peut absolument pas se comparer avec la réalité prérévolutionnaire. Il y a une nette régression, due aux circonstances politiques et nationales.

Les conditions de notre vie culturelle nationale sont reflétées de manière éloquente par le niveau moral des cadres dirigeants. Ont été privés de leurs fonctions, pour malversations, l'administrateur de la section culturelle du comité central du parti communiste de l'Union Soviétique, M. Ichtchenko, le secrétaire de l'Union des Ecrivains de l'Ukraine, I. Soldatenko, le directeur de l'entreprise d'éditions « Ecrivain soviétique » A. Stas. Le directeur de « L'Ukraine littéraire », V. Vynohradsky, subirait le même sort.

Le système des prix de culture et, en particulier, de littérature, est de plus en plus discrédité dans la République. L'attribution de la récompense d'Etat T. Chevtchenko, se fait de manière spécialement ignominieuse. Sont primées des œuvres servant l'idéologie

de l'Etat et non pas celles qui enrichissent vraiment notre culture. Voici quelques exemples de ces dernières années. A été primé le film du metteur en scène T. Levtchouk « La famille des Kotsioubynsky », qui n'a même pas constitué l'événement de la saison, car c'est un chef d'œuvre de primitivisme. Pour des raisons politiques et malgré sa faiblesse sur le plan littéraire, son caractère tendancieux sur le plan des idées, le roman de P. Zahrebelny « La mort à Kiev » — a été également récompensé ; le patriotisme « globalement russe » de cette œuvre passe nettement au nationalisme russe. A deux reprises B. Ten, dont les traductions d'œuvres littéraires grecques anciennes sont des chefs-d'œuvre de la culture ukrainienne, a été candidat, mais à chaque fois, le jury n'a pas estimé à sa juste valeur, le travail du traducteur. Cette année, il a sélectionné les vers de L. Dmytrenko, dont la place dans la littérature ukrainienne ne nécessite aucun commentaire, je pense. Dans le domaine du « publicisme », M. Podolak a été primé pour des feuilletons vulgairement primitifs et mensongers sur le thème « du nationalisme bourgeois ukrainien ». Le film « Les moissonneurs » a été récompensé avant même sa parution sur les écrans de la République pour son sujet politique d'actualité. Le comité de distribution des récompenses est présidé par M. Chamota.

Dans ces conditions d'ethnocide idéologique et dans cette atmosphère d'irresponsabilité professionnelle créée par un milieu humain approprié, se produisent des événements tragiques pour notre culture. En 1964, un incendie s'est déclaré dans la bibliothèque publique de l'Académie des Sciences de la R.S.S. d'Ukraine. Le feu a pris justement dans la section

ukrainienne et une grande quantité d'œuvres de valeur, des éditions rares de la période prérévolutionnaire sont parties en fumée. Quelques mois plus tard le monastère Vydoubysky a été la proie des flammes et la bibliothèque de l'Académie de Kiev a brûlé, ainsi que des trésors de la littérature européenne des XVII-XVIII<sup>e</sup> siècles. Au début des années 70, le cabinet du livre rare, créé par le professeur S. Maslov dans la bibliothèque de l'université de Kiev, a été dispersé, les ouvrages ont été entreposés dans le sous-sol de la maison des étudiants où ils ont été recouverts par les eaux s'échappant de canalisations éclatées. A la fin de 1974, la section de littérature ukrainienne ancienne de l'Institut de littérature a brûlé : un grand nombre de livres de valeur et la très importante cartothèque du chercheur V. Kolossov ont ainsi disparu. Vers le milieu des années 70, au premier étage du bâtiment de l'Académie des sciences sociales, la bibliothèque de l'Institut de linguistique a été inondée et beaucoup d'ouvrages sont perdus. Dans la bibliothèque de l'université de Kharkiv, les ouvrages concernant l'Ukraine se détériorent, faute de crédit pour réparer le toit. En juillet 1977, l'école ukrainienne I. Franko, à Kiev, a brûlé, deux enfants y ont péri, celui de la concierge et de la femme de service. Dans ce dernier cas, la communauté ukrainienne luttait depuis longtemps pour obtenir le maintien de cette école alors que la municipalité désirait la fermer. Parmi les citoyens ukrainophobes de Kiev, cette école avait la réputation d'être un « nid nationaliste », les Ukrainiens conscients de leur nationalité y plaçaient leurs enfants. Au début de mars de cette année, dans le village de Prokhorivtski près de Kaniv, le musée créé à la mémoire de

l'éminent savant ukrainien du XIX<sup>e</sup> siècle — M. Maksymovytsch — a brûlé complètement. En janvier 1976, une tentative de vol a eu lieu dans la section des livres rares de la bibliothèque historique. Tous les ouvrages concernant l'Ukraine ont disparu de la bibliothèque du Musée d'art ukrainien. Des œuvres d'art de très grande valeur ont été volées de la Laure de Kiev. La protection des antiquités du Musée d'architecture nationale et d'art populaire en plein air, n'est pas assurée dans les règles. Les vêtements sont dévorés par les mites, les églises et les maisons attaquées par les champignons, les icônes anciennes, sur verre, brisées. Le musée est dirigé par un individu qui s'en désintéresse totalement, les individus de passage dominant dans le collectif du musée et les travailleurs honnêtes et enthousiastes sont consciemment persécutés par l'administration.

Un jeune collaborateur scientifique de l'Institut de l'Académie des Sciences de la R.S.S. d'Ukraine, V. Krioukov, a longuement et avec succès, confondu la participation au développement de la culture ukrainienne avec le pillage de la bibliothèque de l'Institut. Grâce à une atmosphère favorable créée en particulier par le directeur, A. Cheveliev, V. Krioukov a réussi à vendre au marché noir presque tout le contenu de la section ukrainienne de la bibliothèque (archives comprises), tous les périodiques de l'époque prérévolutionnaire et des années 20, des chroniques cosaques du XVI-XVIII<sup>e</sup> siècles, les œuvres de D. Bantych-Kamensky, de M. Markevytsch, P. Koulich, M. Kostomarov, O. Iefymenko, O. Levytsky, V. Antonovytsch, M. Maksymovytsch, M. Hrouchevsky, D. Bahaliïa, de A. Krymsky, de O. Kistiakivsky, D. Iavor-

nytsky et beaucoup d'autres. Le tribunal régional de Kiev a mis fin à l'activité « culturelle » de V. Krioukov, en condamnant le « savant » à 10 ans de prison, mais ce tribunal n'a pas mis en lumière et n'a pas condamné (aucune intention de le faire !) les conditions politiques générales et locales qui ont créé la possibilité d'un pareil forfait ; il n'a pas condamné l'affirmation incroyable, inouïe, proférée par le directeur de l'Institut d'histoire Arnold Cheveliev que « la littérature dérobée se composait de vieilleries nationalistes, c'était une littérature de rebut ». N'est-ce pas cet « internationalisme » qui a fait de A. Cheveliev, au faible bagage scientifique, un docteur en sciences historiques, un membre correspondant de l'Académie des Sciences de la R.S.S. d'Ukraine, un professeur et le directeur d'un institut académique ? Il détenait la chaire d'histoire du parti communiste de l'U.R.S.S., et du communisme scientifique dans l'institut des ingénieurs en bâtiment de Kiev et a été aussi secrétaire et membre du bureau du parti communiste de la ville de Kiev.

De toute façon, l'atmosphère culturelle nationale en Ukraine, en particulier dans le domaine de la science historique, se forme suivant les critères de A. Cheveliev. A tout ce qui a été dit, j'ajouterai encore quelques faits. A la fin de 1977 ont été enlevés des bibliothèques, et même de la cartothèque bibliographique, les œuvres de M. Hrouchevsky. Comme s'il n'avait jamais existé ! Un historien qui écrit dix énormes tomes de l'histoire de l'Ukraine, une autorité scientifique reconnue de l'Académie des Sciences de St Petersburg jusqu'à la révolution et qui est devenu par la suite académicien soviétique ! Imaginez que l'on enlève

de l'historiographie russe, des figures comme celles de S. Soloviov et V. Klioutchevsky ! En Russie, cette seule idée vaudrait à son concepteur le qualificatif de fou. En Ukraine un tel critère d'« historicité » s'applique, à l'égard de toute l'histoire politique et nationale du peuple ukrainien. Dans les bibliothèques scientifiques, les cartothèques des sections ukrainiennes, ont été soigneusement triées. Par exemple, dans la Bibliothèque scientifique centrale les fiches bibliographiques concernant T. Chevtchenko occupaient sept casiers, à l'heure actuelle elles n'occupent plus qu'un tiers de casier (par leur thème, elles se limitent à l'amitié entre les peuples, l'athéisme et le « nationalisme bourgeois ukrainien »). Tous les ouvrages de cette bibliothèque concernant l'Ukraine, surtout les ouvrages scientifiques, ont été transportés dans la région de Podolie, dans une filiale de la bibliothèque qui est fermée le samedi et le dimanche et ouverte les autres jours jusqu'à 18 heures. Auparavant la bibliothèque centrale était accessible jusqu'à 23 h 30 le samedi et le dimanche, et aujourd'hui jusqu'à 17 h 45 seulement. L'on fait tout pour limiter l'accès des lecteurs aux publications ukrainiennes du passé et barrer la route à tous ceux qui ne travaillent pas directement dans ces établissements.

Les faits exposés sont quelques exemples isolés des conditions anormales du développement culturel de la nation socialiste ukrainienne, de l'oppression subie par les Ukrainiens dans le cadre de l'U.R.S.S., de la dépendance politique de l'Ukraine à l'égard de la Russie, qui réalise aujourd'hui, sous le couvert et la forme de la fédération des Républiques soviétiques, sa politique chauviniste et impérialiste.

Et pour terminer, les Ukrainiens qui s'opposent à la russification et n'acceptent pas de suivre tranquillement la voie « naturelle » du dépérissement national, sont victimes de répressions incessantes. Même la résistance passive est réprimée. Il est probablement difficile, à qui ne connaît l'Ukraine que par l'image donnée par la propagande officielle, de croire que dans la capitale de la R.S.S. d'Ukraine, un individu parlant ukrainien, exception faite pour les membres de certains groupes spécifiques, devient automatiquement suspect aux autorités politiques et qu'il a, de ce fait, moins de chances de faire une carrière professionnelle, d'occuper une fonction prestigieuse... Plus encore, cette situation peut se manifester dans la vie de chaque jour. Par exemple, j'ai été plus d'une fois victime d'une discrimination nationale de la part du personnel des magasins : prononcez quelques mots en ukrainien et l'on vous remet un produit de moins bonne qualité ou l'on exécute avec moins de soin votre commande — cela suffira bien pour ce péquenot, pense-t-on.

La répression stalinienne d'avant et d'après la guerre a porté au peuple ukrainien un coup physique et psychique dont la nation ne s'est pas encore relevée aujourd'hui, coup qui a signifié un changement complet du statut politique et culturel de la République. La dénonciation du culte de Staline n'a pas corrigé radicalement la situation. Mais grâce au dégel politique temporaire dans la société ukrainienne, un processus de renaissance nationale avait commencé.

Dans le domaine culturel, des hommes ont, courageusement, d'une voix neuve et talentueuse, évoqué les véritables besoins de la vie sociale. Le niveau professionnel et culturel de la vie publique, à Kiev, s'est

sensiblement élevé, un milieu culturel prestigieux de langue ukrainienne est né, milieu auquel la population non-ukrainienne ou russifiée a commencé à prêter l'oreille. Un club de la jeunesse créatrice s'est organisé, rassemblant à ses soirées un auditoire très nombreux. Le soir du Nouvel An, les rues de Kiev retentissaient des chants traditionnels « Chtchedrivké », la langue ukrainienne sortait, non plus de la bouche des acteurs, mais de l'homme de la rue. La population s'étonnait, les répliques hostiles ne manquaient pas, mais dans l'ensemble l'accueil était favorable. En un mot, dans un décor ukrainien de papier, naissait une véritable vie ukrainienne, les Ukrainiens se découvraient ukrainiens. Mais justement cette renaissance du peuple ne convenait pas aux intérêts des impérialistes russes et allait à l'encontre de leur idéologie de « l'internationalisation », du « rapprochement » et de la fusion des nations. En 1965, la renaissance ukrainienne a reçu son premier coup sur la tête : dans toute une série de villes d'Ukraine, dont Kiev, on a arrêté de nombreux représentants de l'intelligentsia, officiellement pour lecture de littérature de « samvydav » et agitation, propagande antisoviétiques.

Toutefois, les arrestations de 1965 se plaçaient dans le cadre de la politique générale de l'Union, orientée vers la critique du stalinisme. Le cercle des activités culturelles nationales autorisées s'est rétréci, mais le processus de la renaissance de l'Ukraine n'a pas été suspendu. Mieux, à cette époque, dans la seconde moitié des années 1960, la direction politique de la République, en grande partie sous l'influence du livre de I. Dziouba « Internationalisme ou russification », a trouvé le courage de prêter attention à

l'état réel des problèmes et de faire quelque chose pour corriger la situation. C'est lors de la conférence des directeurs d'établissements d'enseignement supérieur, évoquée plus haut, qu'ont été créées les éditions « Ecole Supérieure » qui devaient assurer l'approvisionnement en livres scolaires de langue ukrainienne, les établissements d'enseignement supérieur; les recherches en histoire de l'Ukraine à l'Académie des Sciences de la R.S.S. d'Ukraine ont été renouvelées et la décision de construire sur l'île de Khortytsia une réserve appelée « Sitch des Zaporogues » a été prise. Cette nouvelle situation nationale, politique et culturelle, en Ukraine, avait ainsi été entérinée officiellement, par des actes écrits et cette précision est très importante pour le déroulement ultérieur des événements.

Le second coup porté à l'Ukraine par l'impérialisme avait déjà un autre caractère: les arrestations massives de l'intelligentsia ukrainienne, opérées en janvier 1972, marquaient un changement radical de la politique nationale du pouvoir politique en Ukraine. On souhaitait que l'Ukraine n'eût pas de politique personnelle et qu'elle revînt à l'époque stalinienne, qu'elle ne remît pas en cause son caractère provincial et qu'elle cessât de prendre une part active dans l'activité politique. La direction du parti, avec à sa tête P. Chelest, avait en effet émis la prétention de prendre des responsabilités dans la République, d'être un organisme représentatif et responsable du peuple ukrainien. Naturellement, cela ne pouvait pas ne pas inquiéter les impérialistes russes qui ont tout fait pour pousser de nouveau l'Ukraine sur la voie du dépérissement national « objectif » et « naturel ».

Les arrestations politiques en Ukraine, en 1972, ont été liées, à grand bruit, par la presse, la radio, la télévision à l'affaire du citoyen belge d'origine ukrainienne, Yaroslav Dobocho et dirigées, d'après les informations officielles, contre « l'action hostile au régime socialiste » des prévenus. Le tribunal n'a pas prouvé la collusion avec Ya. Dobocho, la sentence ne portant aucune mention de cette accusation pour les condamnés. Quant à « l'activité hostile », elle consistait à exprimer des critiques sur la vie sociale, à lire de la littérature non officielle, à écrire aux organismes politiques responsables pour attirer l'attention sur l'état de la vie nationale dans tel ou tel domaine, enfin, à publier une revue écrite à la machine, non officielle et non censurée « Le messager ukrainien », qui avait, me semble-t-il, un caractère informatif.

Je connais beaucoup de ces emprisonnés, j'ai fréquenté assez longtemps certains d'entre eux, donc je peux affirmer en toute responsabilité, qu'il n'y avait aucune motivation antisoviétique ou antisocialiste dans la conception du monde et l'état d'esprit des intellectuels ukrainiens qui prenaient une part active dans la vie sociale des années 60 et dont beaucoup ont été arrêtés en 1972 ; dans ce cas ils ne pouvaient s'être rendus coupables d'agitation et propagande antisocialiste. Ils avaient simplement la conscience civique de leurs droits sociaux et de leurs devoirs à l'égard de leur patrie, le besoin de vivre une vie spirituelle indépendante. Ils étaient naturellement mécontents de la situation de leur peuple et critiquaient la bureaucratization idéologique et politique de la société. Le comportement civique des intellectuels arrêtés avait favorisé la prise de conscience nationale de l'Ukraine et

avait provoqué l'arrestation et la condamnation des membres les plus actifs du mouvement national ukrainien. Quant au délit et l'objectivité du tribunal, il suffit de rappeler ce fait : l'avocat avait demandé la libération de l'accusé, O. Serhiyenko, par suite de l'absence de corps de délit ; le tribunal a condamné Serhiyenko à 7 ans de camp de régime sévère et 5 ans d'exil intérieur. Le communiste Lisovy, licencié de philosophie, collaborateur de l'Institut de philosophie de l'Académie des Sciences de la R.S.S. d'Ukraine, a exprimé son inquiétude de citoyen, en liaison avec les événements, dans une lettre au Comité Central du parti communiste de l'Ukraine. Il a adressé sa lettre aux destinataires le 5 Juillet 1972 ; le jour suivant vint la « réponse » : V. Lisovy a été arrêté et condamné à 7 ans de camp de régime sévère et 3 ans d'exil. Les condamnés ont obtenu le plus souvent la peine maximale. En fait, il ne s'agissait pas de punir des agissements criminels, mais d'écarter ces hommes de la vie sociale ukrainienne, le plus longtemps possible.

Que les procès de 1972 en Ukraine entraînent dans le cadre d'une action politique générale, dirigée contre la renaissance nationale ukrainienne, le déroulement ultérieur des événements en est aussi une preuve.

En guise de préparation à l'action projetée, le chef du K.G.B. auprès du Conseil des Ministres de la R.S.S. d'Ukraine, a été relevé de ses fonctions et, après les arrestations contre lesquelles se seraient élevés les dirigeants ukrainiens du parti de cette époque, ce fut le tour du premier secrétaire du comité central du parti communiste d'Ukraine, P. Y. Chelest, qui a été envoyé à Moscou pour y être, peu après, ac-

cusé, sans fondement, de nationalisme ukrainien ; cela mettait fin à ses activités politiques. Cette agitation annonçait, en fait, un coup d'Etat en Ukraine, qui rappelait, sur une petite échelle, les changements politiques survenus dans la société ukrainienne, après le suicide en 1933 de M. Skrypnyk.

La nomination, par Moscou, de V. Malantchouk comme secrétaire du Comité Central du parti communiste d'Ukraine a causé une grande surprise, même pour la coalition antiukrainienne des hautes sphères du parti de la République.

A la suite des changements opérés dans la hiérarchie, l'atmosphère générale, culturelle, politique, nationale, s'est fortement détériorée. Le concept de « peuple ukrainien » a disparu longtemps du langage officiel des représentants du pouvoir central et maintenant il n'est utilisé que très rarement, et avec grande prudence ; puis les interventions elles-mêmes furent prononcées en russe.

La guerre de propagande contre le « nationalisme bourgeois ukrainien », depuis longtemps synonyme de « Ukrainiens conscients », « patriotes ukrainiens », a été renforcée. Même P. Chelest à la direction du parti n'avait pu obtenir que les cours dans les établissements d'enseignement supérieur et technique soient dispensés en ukrainien. Depuis 1972, la situation a encore empiré. Le travail entrepris pour la création du parc naturel « La Sitch des Zaporogues » a été suspendu. Le champ d'utilisation de la langue ukrainienne a encore été restreint. Dans la presse, les attaques contre des écrivains accusés de péchés idéologiques, surtout pour « idéalisation du passé », c'est-à-dire, pour avoir essayé de dire quelque chose de plus

objectif sur l'histoire de l'Ukraine, se sont développées. La vulgarisation du mouvement historique ukrainien est retombée au niveau de l'époque stalinienne. Pendant plus d'un an, « La revue historique ukrainienne » a cessé de paraître. C'est depuis cette date que les kiosques de Kiev sont submergés par la revue « Patrie », destinée à l'émigration russe, revue qui participe elle aussi à la lutte... contre le « nationalisme bourgeois ukrainien ».

La publication des revues ukrainiennes de sciences de la nature, a aussi été interrompue. Le nombre de cours de langue et littérature ukrainiennes dans l'enseignement secondaire a été diminué, et tous ces cours ont été supprimés dans les programmes d'enseignement des écoles techniques. On en était arrivé au point où les directeurs des publications, effaçaient de leurs livres les épithètes d'« ukrainien » (1973-1974). Par exemple, l'expression « les militants ukrainiens » était remplacée par « les militants nationaux », de « peuple ukrainien » par « la masse des travailleurs ». Une censure du même genre était appliquée au mot « cosaque », à l'expression « Sitch des Zaporogues » et aux expressions de même ordre. J'avais quelques exemples de ce type de rédaction, mais il m'est malheureusement impossible de les citer car on a confisqué ma cartothèque de travail à la faveur d'une perquisition.

Les programmes scolaires de langue et littérature ukrainiennes ont été modifiés dans le sens d'une plus grande « internationalisation », pour les vider de leur contenu ukrainien. On m'a rapporté des cas où le portrait de T. Chevtchenko avait été décroché des murs des salles de bibliothèque ou de classe, où des

cassettes des œuvres de T. Chevtchenko ont été retirées des cabinets de littérature etc...

Dans les années 60 une très ancienne et très belle marche ukrainienne s'intitulait « Bohdan Khmelnytsky ». On l'a débaptisée pour : « Marche consacrée à l'unification de l'Ukraine avec la Russie ».

Une analyse précise de la situation de l'Ukraine des années 70, mettrait en évidence la destruction complète de la renaissance nationale ukrainienne qui avait débuté dans le climat de dénonciation du stalinisme. Toute personne qui, dans les années 1960, a manifesté son patriotisme ou a eu une activité non officielle dans la vie publique a connu la répression. Beaucoup de personnes ont été victimes d'« interdiction de travail ». Les œuvres de Lina Kostenko, l'un des meilleurs poètes de l'Ukraine contemporaine, n'ont pas été publiées pendant plus de 10 ans. M. Loukach n'est toujours pas imprimé, lui, dont l'activité de traducteur constitue un événement de première grandeur dans la culture ukrainienne . L'historien M. Braytchevsky a été privé de travail pour son article « Annexion ou unification », son nom a été censuré pendant plusieurs années. Ce n'est que récemment, à la suite d'avertissements exprimés à l'occasion de l'ouverture de discussions sur les accords d'Helsinki, que l'Institut d'archéologie l'a de nouveau réintégré parmi ses collaborateurs. Le licencié de philosophie, Y. Dzyra qui, dans le cadre de l'Institut d'Histoire, se livrait à un travail fondamental de préparation d'une édition scientifique de chroniques cosaques, n'arrive pas à trouver de travail en rapport avec sa qualification. L'interdiction de travailler dans sa spécialité faite à M. Kotsioubynska, licenciée de philologie est une

grande perte pour la connaissance de la littérature ukrainienne. V. Skrypka, licencié de philologie, spécialiste de folklore, est employé dans l'entreprise d'éditions « Statistique » pour avoir mis sur pied un groupe choral amateur ; L. Yachtchenko a été exclu de l'Union des compositeurs et renvoyé de l'Institut de connaissance de l'art, ethnographie et folklore. Le groupe a été dispersé et ses membres ont fait l'objet de poursuites administratives.

Seul un petit nombre de représentants de l'intelligentsia ukrainienne, victimes de la répression, a été cité ici, mais j'espère avoir fait sentir « l'état de siège » national du peuple ukrainien dans son contenu métaphorique, idéologique et pratique. L'idéologie de l'internationalisation, du rapprochement et de la fusion des nations, ainsi que la conception historiographique du passé de l'Ukraine ne laissent au peuple ukrainien aucun espace pour se mouvoir librement ; et lui ferment aussi bien le passé que l'avenir. Les véritables créateurs de cette situation font taire toute personne qui tente de lutter contre le courant du déperissement national, de dire la vérité sur la réalité nationale ukrainienne ou, pire encore, d'apprécier la situation générale selon des critères politiques.



**L E T T R E   O U V E R T E**  
**DE SVITLANA TYKHONIVNA KYRYTCHENKO,**  
**CITOYENNE DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE**  
**SOVIÉTIQUE D'UKRAINE A :**

- **L'OPINION DÉMOCRATIQUE MONDIALE,**
- **AUX MILITANTS DE L'EUROCOMMUNISME,**
- **A LA DIRECTION POLITIQUE DE L'U.R.S.S.**

*Le 23 avril 1979, mon mari Y. Badzio Vassylovytsch a été arrêté à Kiev pour crime d'Etat...*

*Y. Badzio a en effet, consacré ces sept dernières années à écrire une étude de caractère historico-philosophique sur la situation du peuple ukrainien dans l'Union des R.S.S., sur son passé, son avenir et son présent, trois aspects formant une unité psychologique et définissant le climat historique et spirituel de la société.*

*En 1977, cette étude était pratiquement terminée — soit environ 1 400 pages de texte manuscrit serré — mais elle a disparu dans des circonstances mystérieuses. Une variante a été élaborée en 1978 — soit un texte de 400 pages — mais le 3 février 1979, une perquisition dans notre appartement a abouti à sa confiscation.*

*Cette analyse — intitulée le « DROIT DE VIVRE »*

— soulevait des problèmes d'intérêt général — ceux des conditions idéologiques et pratiques de la vie du peuple ukrainien. De ce fait elle était destinée au Présidium du Soviet Suprême de U.R.S.S.

Y. Badzio estime que l'énergie spirituelle d'un peuple, sa vitalité, sont déterminées surtout par ses perspectives d'avenir. Aussi a-t-il commencé par étudier celles que la doctrine officielle de l'épanouissement et du rapprochement des nations offrait au peuple ukrainien, comme aux autres peuples non-russes de la fédération soviétique, lorsque le rapprochement est considéré comme la tendance directrice. Dans le premier chapitre « L'avenir, ou la proclamation de la mort des nations », il a analysé sur la base d'une vaste documentation théorique et pratique, les conditions et les raisons de la naissance de l'idée léniniste de la fusion des nations ainsi que l'évolution de la politique nationale des bolcheviks. L'analyse de ce phénomène et de la pratique historique ont conduit Y. Badzio à la conclusion que l'idée de la fusion des nations n'est pas une théorie scientifique mais une doctrine politique tendancieuse qui, dès son apparition, s'est signalée par son caractère dogmatique et son essence réactionnaire, mais aussi que cette idée n'a été engendrée ni par un processus naturel, ni même par la théorie communiste de Marx, mais par le chauvinisme impérialiste russe qui l'impose de force aux consciences.

La propagation de l'idée du rapprochement et de la fusion des nations ne menace absolument pas la nation russe de disparition, car elle s'accompagne d'un regain de propagande patriotique russe, mettant l'accent sur le rôle exceptionnel du peuple russe dans

*l'histoire de l'U.R.S.S., sur les mérites exceptionnels de la langue russe, pour la transformer en langue maternelle des peuples non-russes de l'U.R.S.S. Autrefois, la langue russe était encore considérée comme une « seconde langue maternelle » ; mais ces tout derniers jours, un nouveau pas a été franchi : Ch. Rachydov, premier secrétaire du Comité Central du Parti Communiste de l'Ouzbékistan, écrit dans la « Gazette littéraire » du 25. IV. 79, que la langue russe est devenue « la langue maternelle de cette véritable communauté internationale de plus de cent peuples et nations qu'est l'U.R.S.S. ». L'auteur affirme donc que la doctrine du rapprochement des nations, prise comme base de la politique nationale du Parti Communiste de l'U.R.S.S., est un agent essentiel de l'oppression nationale des peuples non-russes de l'Union Soviétique et il exprime l'espoir qu'un processus de démocratisation du socialisme soviétique la relèguera dans les archives de l'histoire.*

*Dans le chapitre II, intitulé « Le passé ou la néocolonisation historiographique contemporaine de l'Ukraine par la Russie Soviétique », Y. Badzio démontre que le peuple ukrainien s'est vu enlever non seulement son droit à l'avenir, mais aussi au passé. La falsification de l'histoire de l'Ukraine par l'historiographie soviétique contemporaine concerne non pas des périodes isolées, mais l'ensemble de l'histoire du peuple ukrainien. Cette historiographie se refuse à reconnaître notre développement historique comme un processus se suffisant à lui-même, mais subordonne son explication aux intérêts nationaux et politiques de l'Etat russe. Après avoir consulté de nombreux ouvrages historiques officiels sur l'U.R.S.S. et l'Ukraine,*

des monographies d'archéologues, de linguistes, d'historiens, l'auteur en tire la conclusion que les scientifiques soviétiques ont pleinement ressuscité la conception impérialiste de l'historiographie russe préévolutionnaire, qui niait l'existence des Biélorusses et des Ukrainiens en tant qu'ethnies particulières. Il démontre l'inconsistance scientifique de la conception de l'« ancienne nation russe », en réalité simple jumeau idéologique, mais projeté dans le passé, de la conception du « peuple soviétique unique » qui prend, de plus en plus, les traits d'une nation, sous la plume des historiens soviétiques : un Etat unique, un territoire unique, une économie unique, une langue unique, — tout est déjà prêt pour le dernier pas, la proclamation d'une « nation soviétique unique »...

Le chapitre III (dont le titre m'échappe), met en évidence le mythe du prétendu nationalisme bourgeois ukrainien, — avec lequel on identifie l'ensemble du mouvement ukrainien de libération nationale, — dirigé contre la Russie. Y. Badzio y analyse la théorie et la pratique de la propagande antiukrainienne, qui est élevée en U.R.S.S. au rang de politique d'Etat et qui est menée sous le couvert de la lutte contre le prétendu nationalisme bourgeois ukrainien. Il la considère comme une véritable guerre psychologique contre le développement de la conscience nationale, mais une guerre qui s'accompagne d'une répression physique des patriotes et a pour but de détruire la conscience politique des Ukrainiens

Le chapitre IV contient une analyse de la situation psychologique, politique, culturelle actuelle du peuple ukrainien. L'auteur la qualifie d'état de siège : un certain environnement ukrainien est encore toléré,

mais toute tentative d'expression culturelle ukrainienne, sérieuse ou prestigieuse par son contenu, est interdite. Notre existence politico-culturelle n'est tolérée qu'au niveau d'une propagande primaire, elle est réduite au rôle de simple agent au service de l'internationalisation.

Dans le chapitre appelé « Perspectives ou Discours sur l'unité de l'histoire humaine », tout imprégné d'optimisme sur le destin historique des nations, Y. Badzio accorde une grande signification aux acquis historiques du peuple ukrainien réalisés au cours du XX siècle : son unification dans le cadre d'un Etat ukrainien unique, l'existence, bien que formelle, d'une souveraineté ukrainienne. Mais surtout Y. Badzio montre que les aspirations des Ukrainiens à la liberté nationale sont objectivement progressistes, qu'elles vont dans le sens du développement historique mondial. Les exigences du progrès de l'humanité et du mouvement de l'histoire garantissent un soutien à ces aspirations.

Dans le même chapitre, Y. Badzio analyse le caractère socialiste de la société soviétique. Se fondant sur la méthodologie et la logique marxistes, il démontre que des antagonismes existent dans la société soviétique, que le parti et la bureaucratie se sont transformés en une classe sociale dominante, qui présente toutes les caractéristiques structurelles des classes dominantes connues dans l'histoire.

Y. Badzio mentionne certains aspects réactionnaires et utopiques de l'idéal communiste de Marx, mais simultanément, il estime que la philosophie sociale de Marx et d'Engels rend compte, d'une manière réaliste, des conflits de la vie, que le matérialisme

dialectique reste d'actualité et constitue une valeur scientifique et méthodologique : il fournit la clé théorique qui permet de découvrir la nature sociale du Parti Communiste de l'Union Soviétique. En partant de l'interprétation marxiste et engélienne de la propriété privée comme activité isolée et, après avoir examiné les trois catégories fondamentales de la sociologie de Marx — propriété privée, division du travail, aliénation — dans leur unité dialectique (la propriété privée = travail divisé ; travail divisé = travail aliéné, source de toute aliénation) Y. Badzio soutient que le rôle dirigeant du Parti Communiste, fixé par la constitution de l'U.R.S.S., est un aspect particulier de l'activité sociale et par là, fait du parti, un sujet dans les rapports sociaux, donc une classe sociale particulière. Bien que parti de la classe ouvrière à sa naissance, le Parti Communiste de l'Union Soviétique représente maintenant ses propres intérêts de classe et non les intérêts de la classe ouvrière. Il constitue la seule force politique organisée dans l'Etat. En U.R.S.S., les ouvriers, les paysans, les intellectuels, ne possèdent pas d'organisations politiques propres ou de représentations particulières dans les organes de l'Etat. Par là, ils sont privés des moyens matériels qui leur permettraient de défendre leurs intérêts de classe et, par conséquent, ils ne sont pas propriétaires de leur travail. Le seul « maître du travail » (le terme est de Marx) en U.R.S.S., est le Parti Communiste.

Socialiste convaincu, Y. Badzio exprime son inquiétude profonde de voir la pratique du « socialisme réel » miner la confiance des forces progressistes du monde dans l'idée même du socialisme.

Parce qu'il se manifeste, sur le plan politique,

par la toute-puissance d'un parti, qu'il n'assure pas aux individus la liberté de vie spirituelle et d'activité sociale, le socialisme soviétique porte un coup très sérieux à l'idée socialiste. La doctrine du renforcement de l'Etat pendant la période d'édification du communisme et celle de la construction du communisme par l'Etat, apparait comme une déviation par rapport à la conception marxiste de l'essence même du communisme, société autogérée, sans Etat. Seule une démocratisation profonde peut sortir ce « socialisme réel » de l'impasse, théorique et pratique. L'auteur avance la conception d'un socialisme démocratique qui prévoit, non pas le rétablissement de la propriété privée des moyens de production, mais la liquidation de la propriété privée du parti, de son absolutisme idéologique et politique. Il prône le pluralisme idéologique, culturel, politique, la liberté de créer des partis démocratiques, la nécessité d'une représentation particulière de toutes les couches sociales dans les organes de l'Etat. Aussi, a-t-il estimé que l'apparition du courant eurocommuniste était un événement heureux pour tous les socialistes. Y. Badzio vous a consacré beaucoup de pages dans son ouvrage, camarades eurocommunistes. Il a vu dans vos programmes une possibilité réaliste de sortir des contradictions du « socialisme réel », estimant que, grâce à vous, le socialisme avait déjà reconquis une partie de son prestige. Il souhaitait vivement que les dirigeants des partis qui s'étaient engagés sur la voie de l'eurocommunisme, ne s'écartent pas du chemin choisi, car de leur fermeté et leur esprit de suite dépendrait le destin du socialisme mondial et, dans une certaine mesure, le sort immédiat de la société soviétique, la victoire des

forces démocratiques ou leur défaite. Or, la paix mondiale en relève. Car toute attitude hostile à la démocratie, tout dogmatisme est une menace pour la paix. Le monde s'est singulièrement rétréci, les problèmes de l'environnement, de la guerre et de la paix, ont uni très étroitement les destins des peuples de notre planète. Aussi la situation politique de l'U.R.S.S., et en particulier la situation du peuple ukrainien, menacé d'ethnocide idéologique, privé de droits politiques et de sécurité spirituelle, cantonné dans des activités culturelles subalternes, doit attirer l'attention de la démocratie mondiale, être l'objet de ses préoccupations.

Y. Badzio s'était adressé à vous, dirigeants de l'Etat soviétique, pour vous inviter à traiter avec sérieux le problème de la paix, à surmonter votre égoïsme de classe et votre intolérance à l'égard de la pensée d'autrui, à faire preuve de sagesse historique et largeur de vue. Pour lui, les conclusions théoriques et pratiques ne constituaient pas une « vérité absolue », mais une variante personnelle de la RECHERCHE DE LA VÉRITÉ, droit que la société devrait assurer à chaque individu. C'est pourquoi, il s'élevait violemment contre tout dogmatisme, contre toute doctrine, imposée du haut à la société. L'une des idées fondamentales du « Droit de Vivre » est que seul le mouvement spontané de l'histoire, au cours duquel le processus dialectique de l'affirmation et de la négation se réalise librement, peut assurer des conditions démocratiques à la vie sociale, et l'accroissement des forces humanistes. Mon mari, prenant en considération les conditions réelles de notre existence, avait écrit son ouvrage dans un strict isolement. — Au cours de toutes ces années, il n'a participé à aucune action organisée par

*l'opposition soviétique. Moi mise à part, il n'a confié à personne les réflexions nées de sa recherche. Même ses amis intimes ignoraient la nature de son étude. Dans un contexte de repérage systématique de tout Ukrainien conscient de sa nationalité, un seul mot imprudent pouvait, à tout instant, mettre fin à son travail. Dans une société civilisée, cette impossibilité de réfléchir à haute voix, d'essayer ses idées sur des auditeurs, paraît absolument contre nature, anormale, mais il était obligé d'agir ainsi pour pouvoir terminer son étude globale et l'envoyer aux organes supérieurs du pouvoir soviétique. Mais même ces précautions n'ont pas suffi.*

*Les réflexions, idées, conclusions exposées ici ne sont que quelques exemples d'une étude touffue de 2 000 pages (la seconde variante ne reprenait que très partiellement la précédente, sa structure logique, sa démarche étaient différentes). J'ignore même si les membres du Présidium du Soviet Suprême de l'U.R.S.S. auxquels elle était destinée, en ont pris, ou en prendront, connaissance, ou si elle va dormir, ignorée de tous, dans les coffres-forts du K.G.B. Dans ce dernier cas, l'on devrait pouvoir se tourner vers le gouvernement ukrainien, vers le gouvernement fédéral. Mais mon expérience personnelle, celle de mon mari, de nos amis, m'ont convaincue de l'inutilité de ces démarches. Elles ne reçoivent qu'une seule réponse : perte d'emploi ou arrestation. En 1965, mon mari a été exclu du Parti Communiste de l'U.R.S.S. pour avoir protesté contre la première vague d'arrestations politiques post-staliniennes (à cette époque, il n'avait plus de travail, il avait été relevé de ses fonctions de chercheur à l'Institut de littérature de l'Académie des*

Sciences de la République Socialiste Soviétique de l'Ukraine pour avoir participé à la préparation d'une soirée Chevtchenko dans une entreprise industrielle de Kiev).

En 1972, j'ai été congédiée de l'Institut de philosophie de l'Académie des Sciences de la R.S.S. d'Ukraine, à la suite d'une intervention, sans aucun caractère politique, auprès de V. V. Chtcherbytsky : à la suite de l'arrestation de sa mère, le petit Y. Svitlytchny avait été confié à une « Maison de l'Enfant » et je sollicitais la remise de l'enfant à sa famille. Mon licenciement a été assorti de tels commentaires, que même un poste de vendeuse dans une librairie m'a été refusé. En 1970, Y. Badzio a soumis à la Présidence de l'Union des Ecrivains de l'Ukraine des propositions destinées à améliorer le contenu de l'« Ukraine littéraire », mais il n'a obtenu aucune réponse. En 1974, il a cherché à attirer l'attention du Ministère de l'Education de l'Ukraine sur la violation du régime linguistique dans les écoles ukrainiennes de Kiev où règne, en dehors des cours — et parfois même pendant les cours — une atmosphère russe ; en réponse, il a reçu un texte officiel concernant l'approvisionnement des écoles ukrainiennes en manuels ukrainiens, d'études et de méthodologie. Enfin, son étude, inachevée, lui a valu l'arrestation. Par là, la démonstration a été faite que les citoyens soviétiques ne disposent que d'une seule forme de liberté — celle de la soumission. Toute tentative d'apprécier la situation dans un cadre historique général, suivant des critères politiques — même si l'auteur en est un socialiste profondément convaincu et qu'il se sert de la méthodologie marxiste pour son analyse — est considérée comme

*un crime d'Etat. L'arrestation même de mon mari confirme la justesse de ses conclusions dans le « Droit de Vivre », à savoir que les sphères dirigeantes du parti et de l'Etat sont animées non par l'idéal communiste, mais par les intérêts du chauvinisme impérialiste russe, de leur absolutisme politique et idéologique.*

*Cette lettre me conduira, peut-être, dans la cellule voisine de celle de mon mari, alors que mon seul désir était de faire connaître aux citoyens les raisons pour lesquelles, dans notre pays, on traite les individus de criminels d'Etat. Je demande aux organes du pouvoir fédéral de prendre en considération l'affaire de Y. V. Badzio, de manifester cette sagesse historique à laquelle il vous invitait. Et simultanément, je me tourne vers tous ceux que préoccupe le destin de la paix, de la démocratie, du socialisme : n'abandonnez pas mon mari à son sort, manifestez-lui votre soutien dans cette affaire à laquelle il consacre son intelligence, ses capacités, sa vie.*

*SVITLANA, épouse*

---

**Imprimé en France**  
**Première Imprimerie Ukrainienne**  
**3, rue du Sabot, - Paris (6<sup>e</sup>)**

---

## Ouvrages déjà publiés :

### I — LA DISSIDENCE EN UKRAINE :

Viatcheslav Tchornovil : « Le malheur d'avoir trop d'esprit », 175 p.

Viatcheslav Tchornovil : « Je ne vous demande rien », 200 p.

Ivan Dziouba : « Internationalisme ou russification ? », 350 p.

Valentyn Moroz : « Chronique de la Résistance », 225 p.

Documents du groupe Ukrainien pour l'application des accords  
Helsinki, 45 p.

Le Messager Ukrainien : Ethnocide des Ukrainiens en URSS, 165 p.

La Nouvelle vague littéraire en Ukraine, 250 p.

Persecution Soviétique de l'Eglise en Ukraine, 65 p.

### II — POLITIQUE, HISTOIRE :

M. Hroushewsky : Histoire de l'Ukraine, 240 p.

Boris Martchenko : Simon Petlura, 80 p.

### III — LITTERATURE, POESIES :

M. Kotsiubynsky : « Les chevaux de feu », 125 p.

Ewhen Malaniuk : poésies, 44 p.

Ivan Franko : Actes de la « Journée de l'écrivain »

---

---

La vérité sur l'impérialisme soviétique et sur la barbarie communiste ne peut-elle vraiment se faire jour qu'à l'occasion de tragédies, comme celles de l'Afghanistan, du Cambodge, des Juifs de l'U.R.S.S., de la Pologne et de l'Ukraine ? Pourquoi l'opinion internationale ne sait-elle presque rien et ne veut-elle rien savoir des ethnocides perpétrés en U.R.S.S. ? Pourquoi les rares publications existantes sont-elles inconnues du grand public ? Pourquoi ces dures résolutions de l'Internationale Socialiste, contre l'impérialisme américain, mais ce silence étrange sur l'impérialisme soviétique ? Pourquoi cette surdité de la presse occidentale, quand hurlent les victimes de l'empire communiste et de ses satellites ?

Pourtant, il est indispensable de continuer à diffuser des informations sur la politique nationale en U.R.S.S. Au moins pour ceux qui veulent entendre...

L'œuvre originale de Y. Badzio, « Le droit de vivre », a été détruite par le K.G.B., mais quelques éléments en sont parvenus en Occident sous la forme d'une « lettre ouverte » aux autorités. Cette forme d'écrits, engendrée par la parodie de « légalité socialiste », est devenue, pratiquement un nouveau genre littéraire, une manière personnelle de s'adresser au peuple. La réponse du pouvoir, à ces lettres, est aussi originale, dans son genre : arrestations, procès, prisons et asiles psychiatriques. Telle fut aussi la réponse obtenue par Y. Badzio.

L. Pliouchtch

---

---